Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

20 ans de l'INPG
L'industrie et les services liés en France et en Europe, quels avenirs?

Grégoire Postel-Vinay,
Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

dgcis

direction générale de la compétitivité
de l'industrie et des services

Un avenir qui se construit en univers mouvant

…en tenant compte de conditions cadres :

- Grandes tendances et structures industrielles
- Innover
- Alléger le coût du travail
- Augmenter la productivité
- Structurer les territoires et les filières

1.

Grandes tendances et structures industrielles

L'industrie importe-t-elle, et pourquoi?
En France...

- 80% des exportations et importations en France. (tendance à long terme : léger accroissement de la part des services)
- 85% de la R&D, source d'innovations qui percolent également dans les services (via les TIC, en particulier), et ce dans une économie essentiellement schumpeterienne, où l'avenir est déterminé par l'innovation
-3,7M de salariés (y c intérim) directs. 5,2 avec les services à l'industrie. Et environ 1 emploi autre par emploi industriel, avec les effets induits sur les autres services. En baisse : biens de consommation (textile habillement notamment), automobile, biens intermédiaires. Moins affectés : biens d'équipement, énergie, agro-alimentaire.
- un secteur à forts gains de productivité, exposé internationalement
- des réponses à l'essentiel des principales attentes sociétales (emploi, logement, santé, énergie, alimentation, transports, sports et loisirs, communication, culture, sécurité... Le tout avec une exigence croissante de développement durable)

.. Et dans le monde

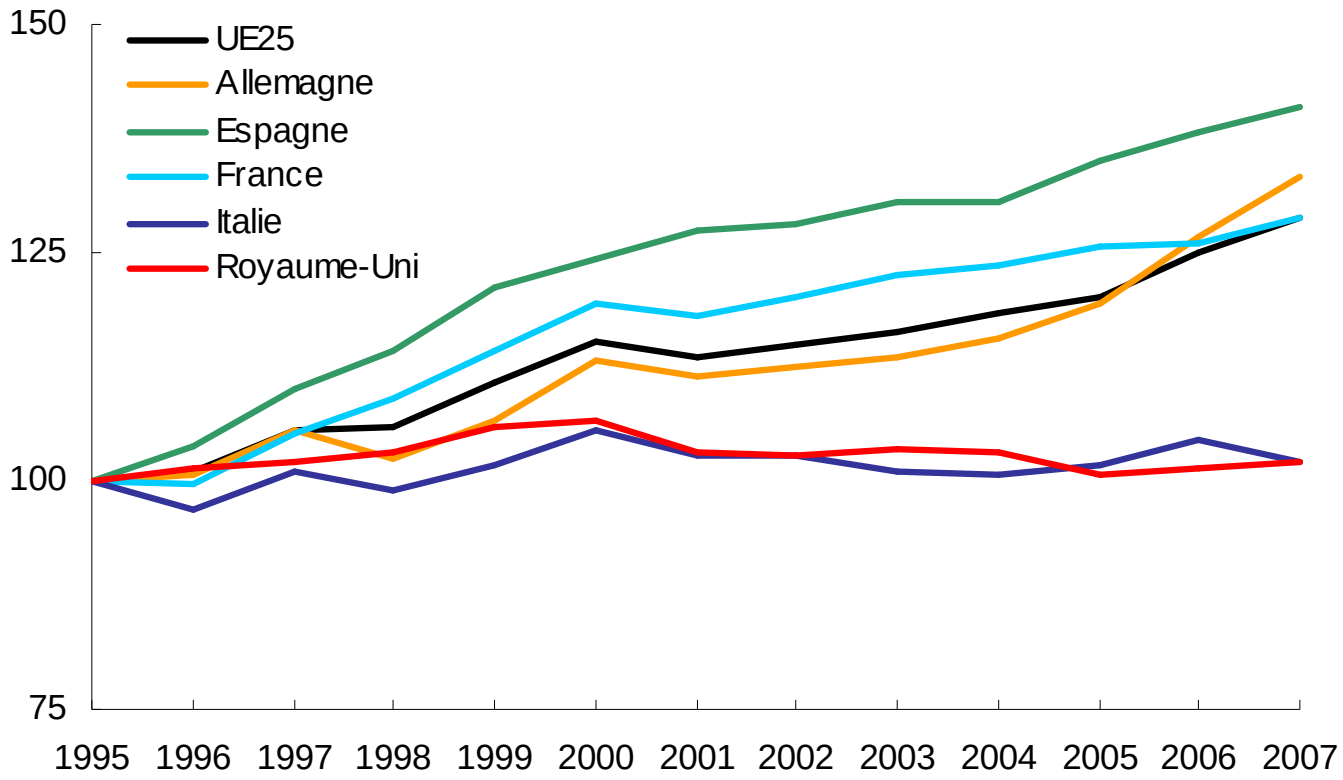
Au XXème siècle, les activités industrielles ont été multipliées par 50, tandis que la population mondiale triplait, que le volume de l'économie mondiale était multiplié par 20, et la consommation de combustibles fossiles par 30.

Ce mouvement s'est encore accéléré durant la décennie 2000-2010 avec la croissance très rapide de pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie, certains pays d'Afrique...).

Il n'y a donc pas de désindustrialisation globale, mais on produit davantage avec moins de monde, et surtout, les activités ne se localisent pas toutes aux mêmes endroits

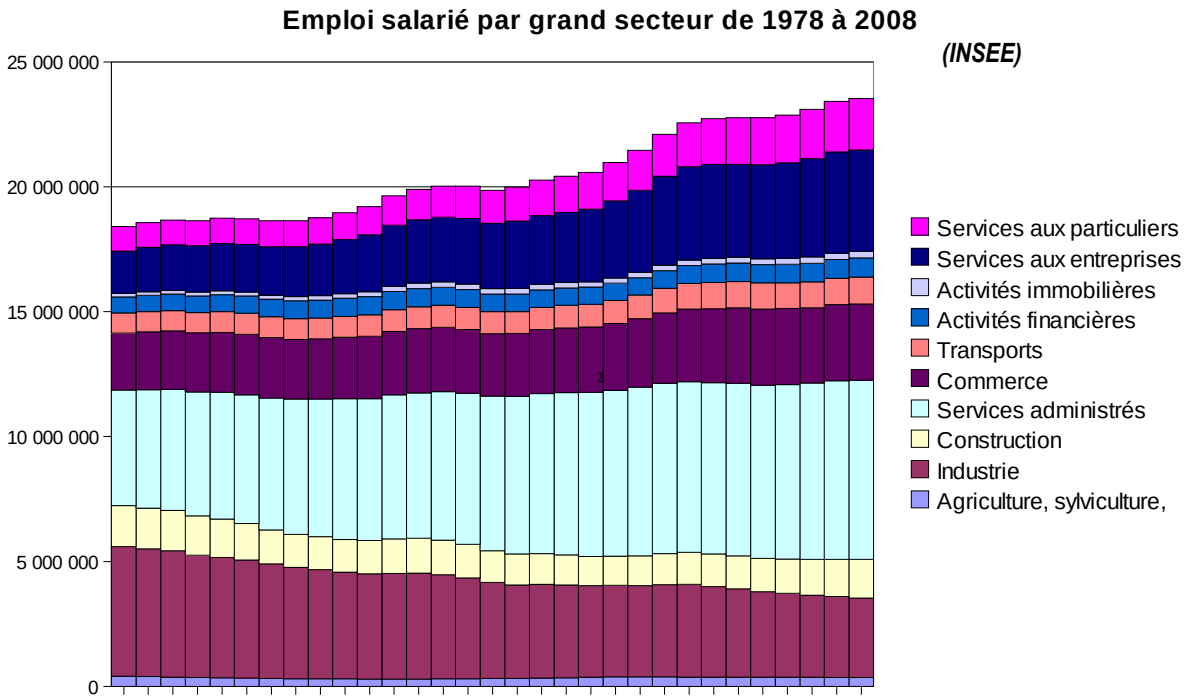
De plus, un problème de disponibilités de ressources rares non renouvelables dont l'ampleur s'accroît, nécessitant des conceptions renouvelées

Croissance de la valeur ajoutée forte dans l'industrie du fait des gains de productivité



dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Une interpénétration accrue de l'industrie et des services aux entreprises : production et logistique importent



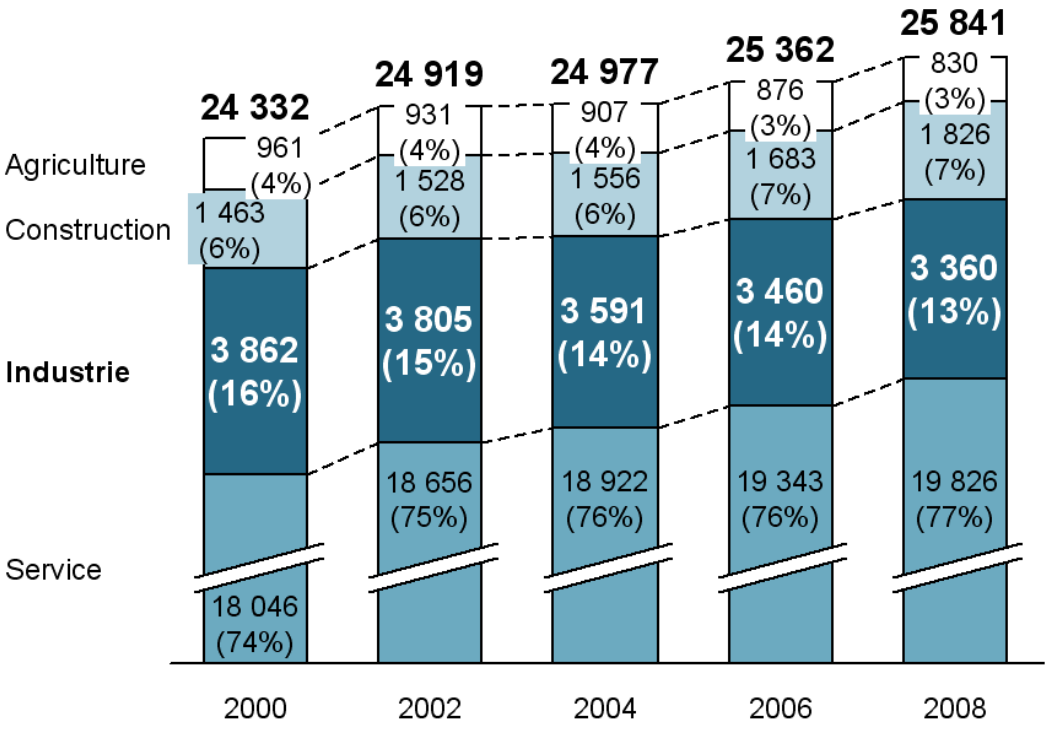
Une part croissante des services dans l'économie. A noter:

- Des frontières entre industrie et service qui s'estompent ; externalisation de services (logistique, SI, RH, etc...) par l'industrie, déplace 25% des emplois entre 1980 et 2007. Fonctionnement en réseaux d'entreprises.

- Une part croissante de l'immatériel dans l'économie;

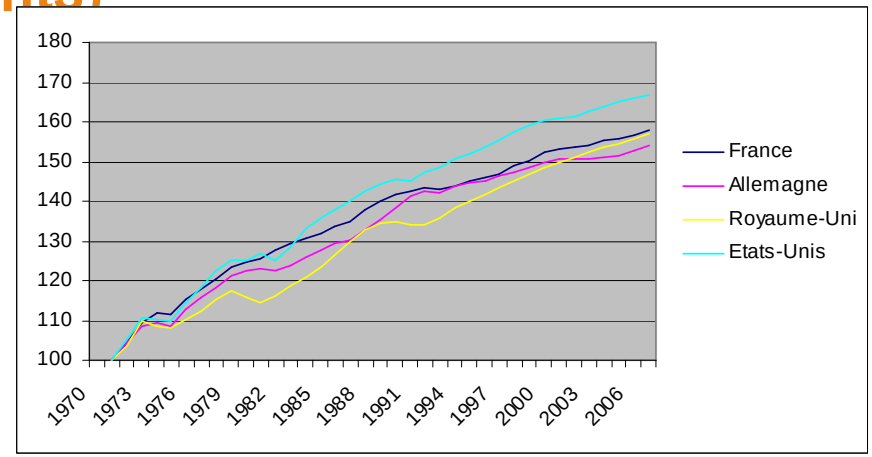
- La mise sur le marché de biens complexes (biens + services).

Evolution accélérée dans la décennie 2000-2010



dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Un accroissement du PIB de 60% en une génération voisin pour les grands pays industrialisés (hors Japon et émergents)



Croissance du PIB 1971-2007 (base 100 en 1971)

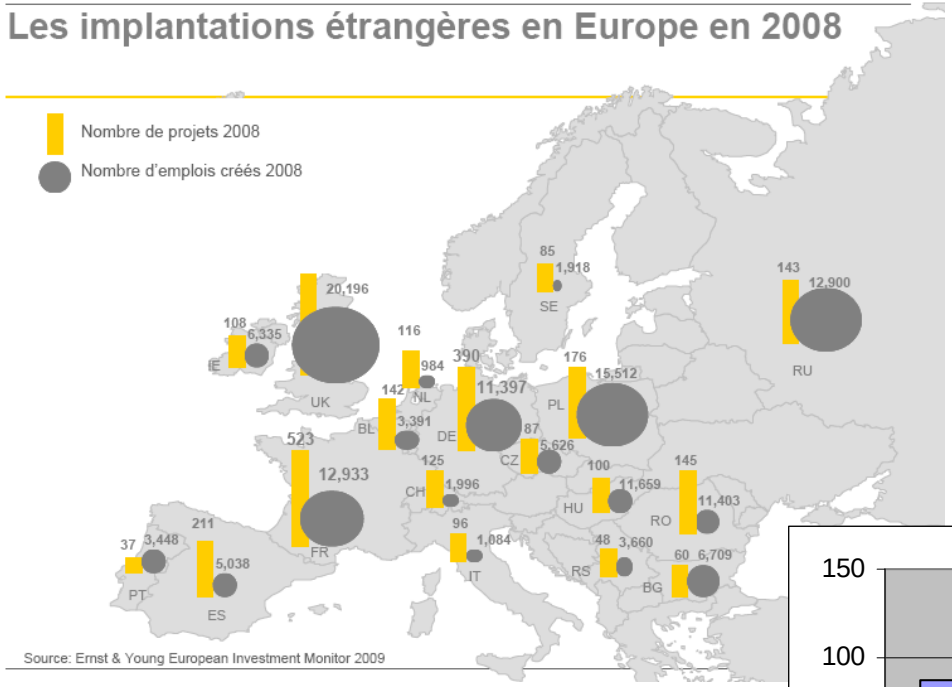
Source : Chiffres OCDE

	France	Allemagne	Royaume-Un	Etats-Unis
1970-1980	3,0%	2,5%	1,8%	3,0%
1981-1990	2,3%	2,3%	2,8%	3,0%
1991-2000	1,9%	1,6%	2,6%	3,3%
2001-2007	1,8%	1,2%	2,6%	2,9%

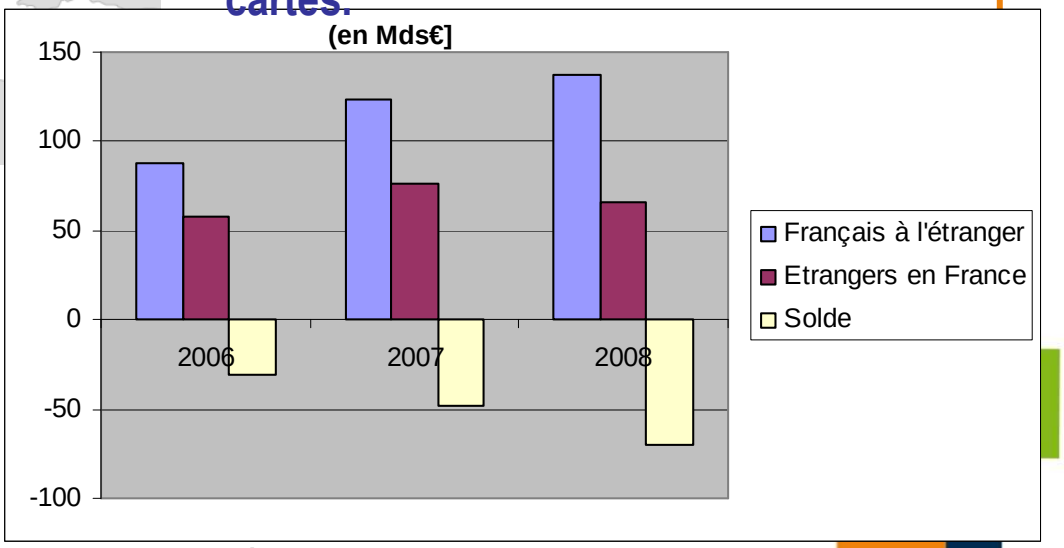
Taux de croissance annuelle moyen 1971-2007

Une croissance plus lente en Europe qu'aux Etats Unis, notamment pour des raisons démographiques à partir des années 1980 ; un rattrapage allemand depuis 2005. Un enjeu pour la France.

Une bonne attractivité d'IDE mais un solde qui se creuse au profit des émergents



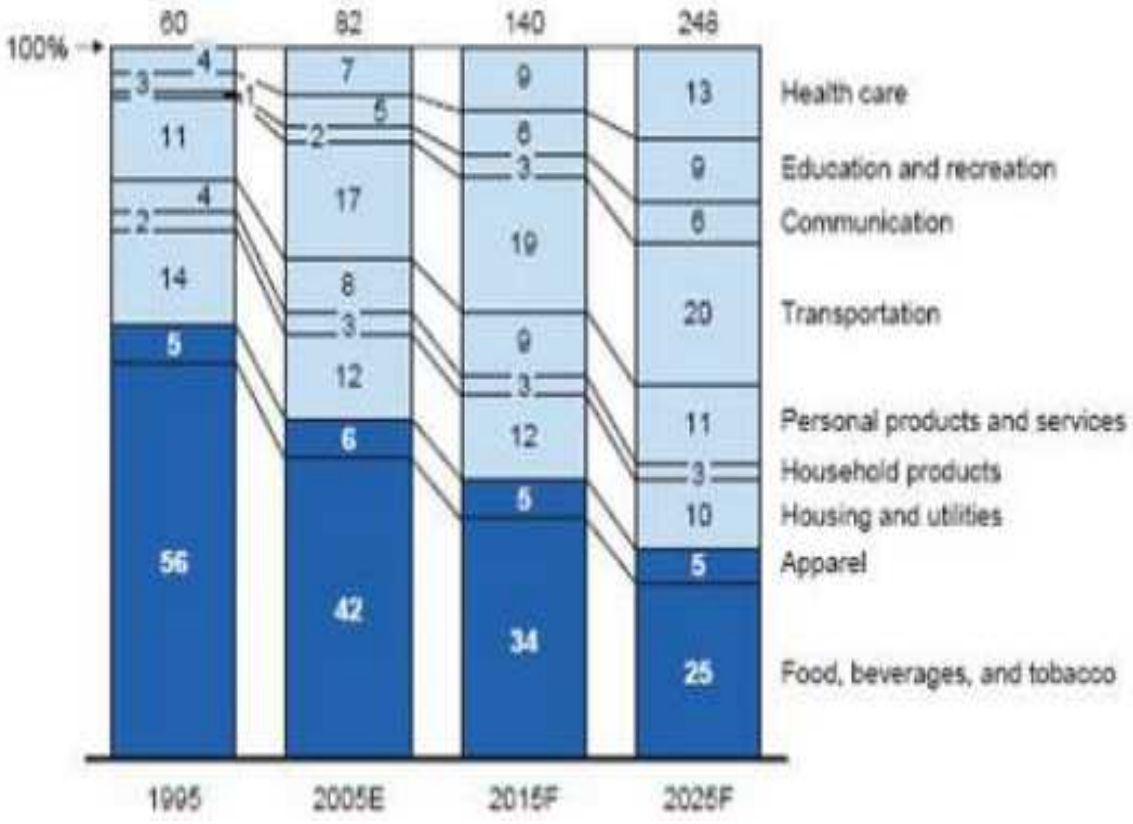
- La France est la 3ème destination d'IDE dans le monde en 2009 avec 65 Md€ (CNUCED).
- Particulièrement attractive dans le domaine des services aux entreprises et le logiciel, elle est devancée, avant la crise par le Royaume-Uni pour l'implantation des centres de décision et de R&D. La dette du RU rebat les cartes.



Source: Banque de France

dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Une demande des BRICs rapidement évolutive : exemple : prospective de la structure de consommation en Inde : des marchés nouveaux

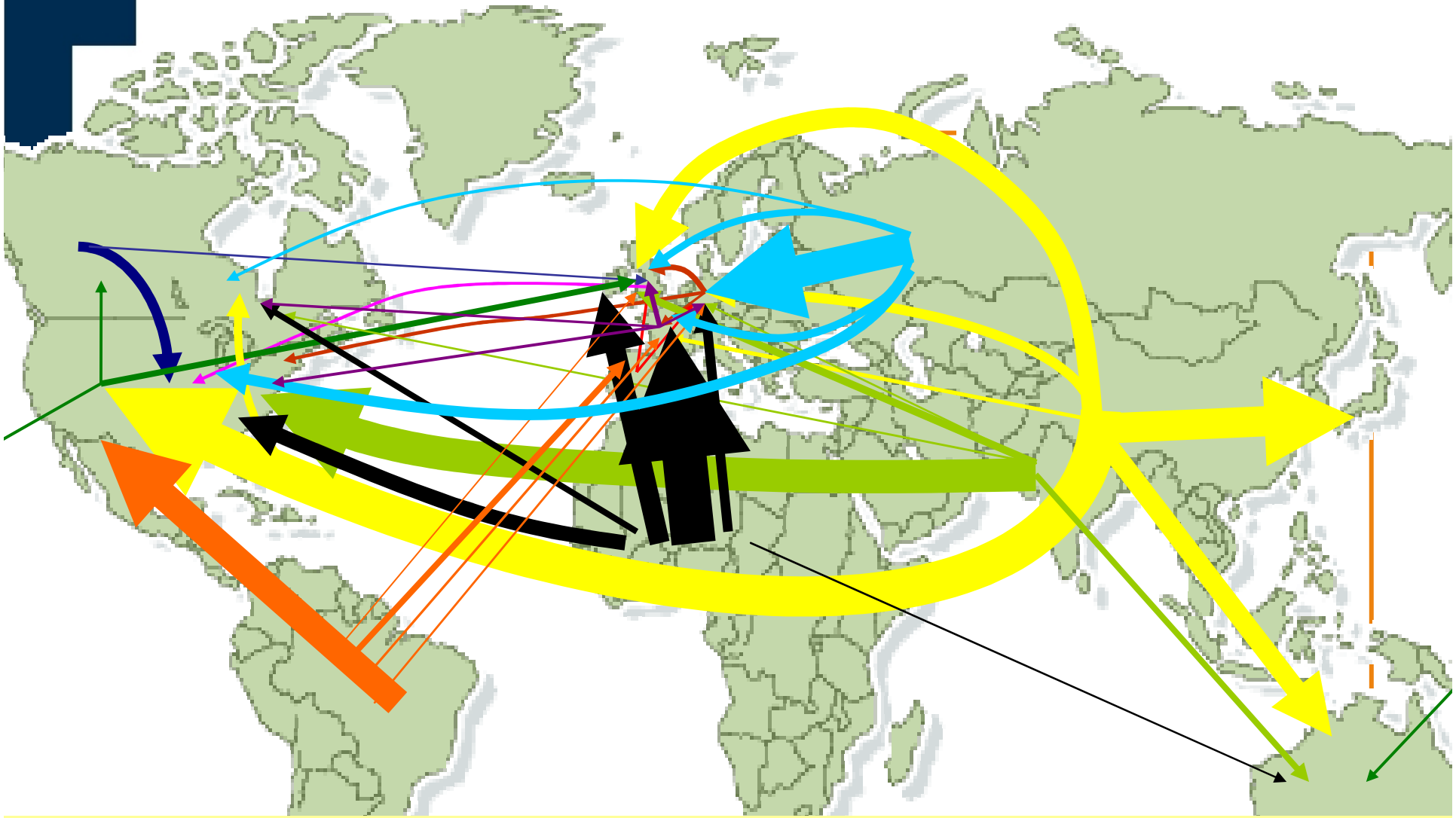


Grandes infrastructures mondiales d'ici 2030

- Environ 30.000 Mds€
- Génération précédente : 95% intra OCDE
- Génération montante : 55% hors le périmètre actuel de l'OCDE (émergents)
- Énergies, eau, ferroviaire, aéroports, ports : part croissante
- Routes ~stable
- Communication : croissante puis saturation (limites de Moore)

Importance croissante des flux d'investissements étrangers

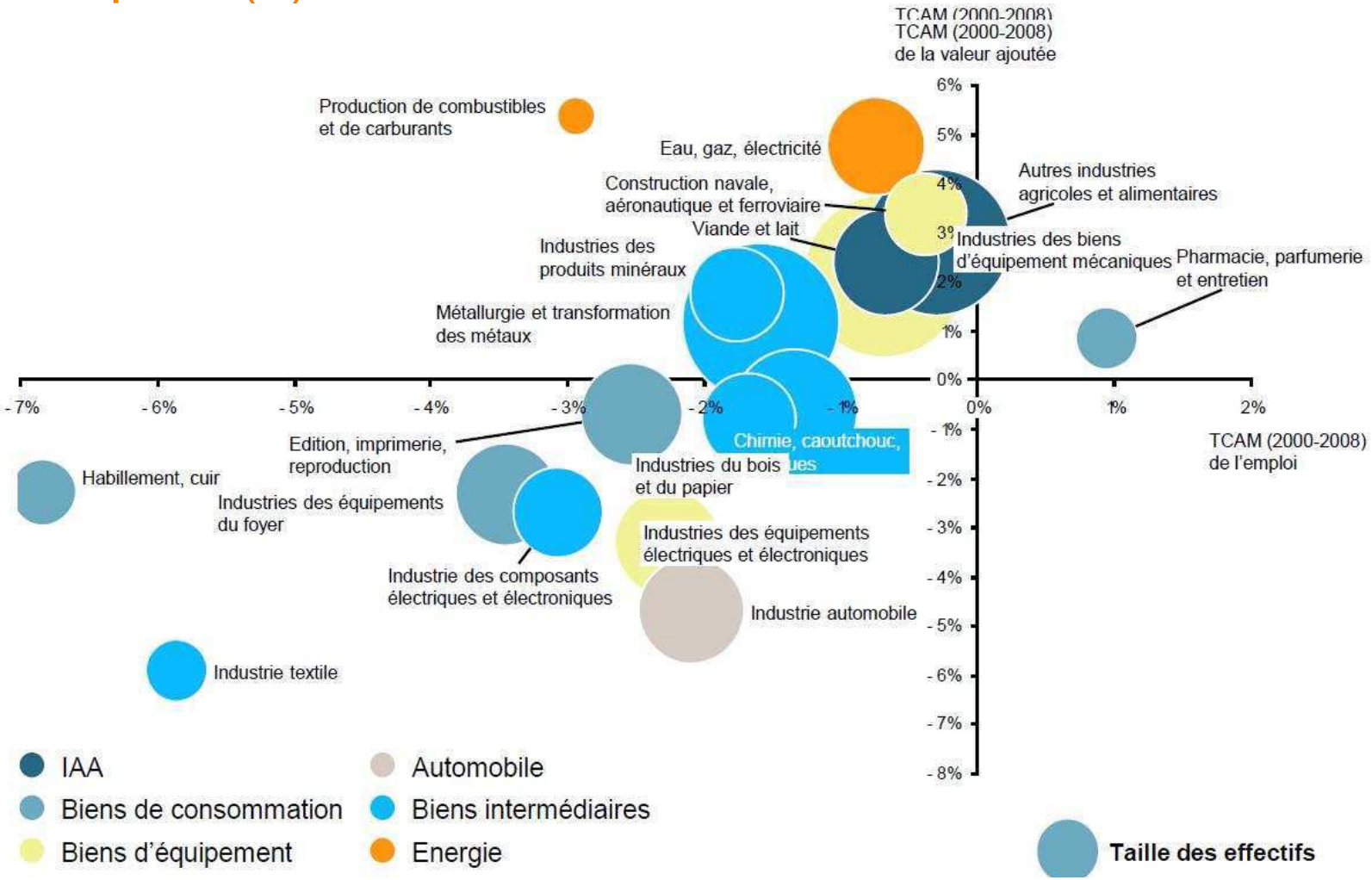
- 1980 = 5% des investissements liés aux IDE en France
- 2008 ~25%
- Implantations souvent importantes (groupes qui veulent desservir le marché UE -> impact commerce extérieur fort, et technologique également)
- Simultanément, stratégies de conquêtes de parts de marché mondial par des entreprises françaises : flux sortants croissants, en particulier vers les émergents



Résumons…

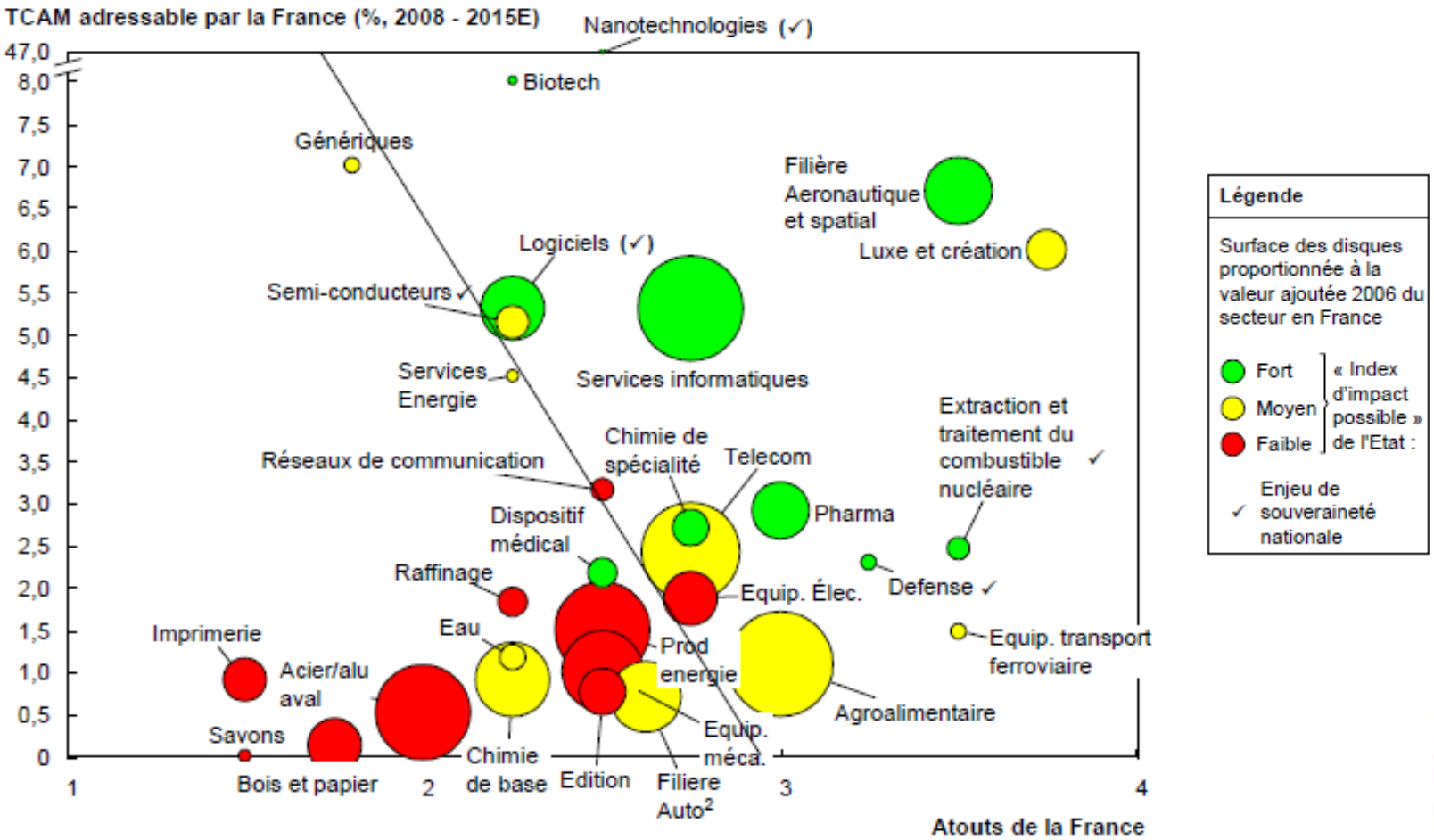
dgcis direction ge[illegible]e la c[illegible]pétitivité de l'industrie e[illegible]ervices

Variations de valeur ajoutée et d'emplois (F)



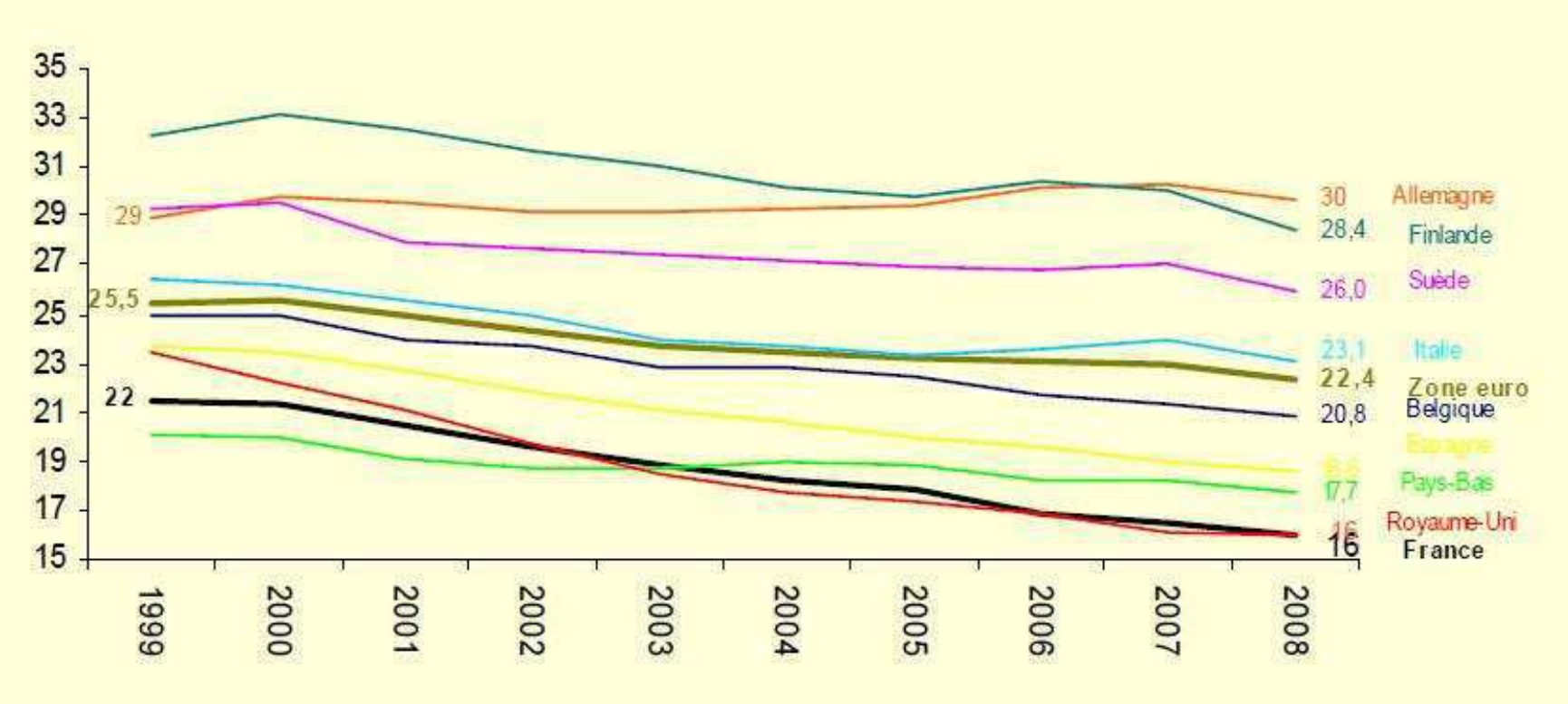
dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Les secteurs porteurs sont ceux où la France est bien positionnée et le taux de croissance élevé



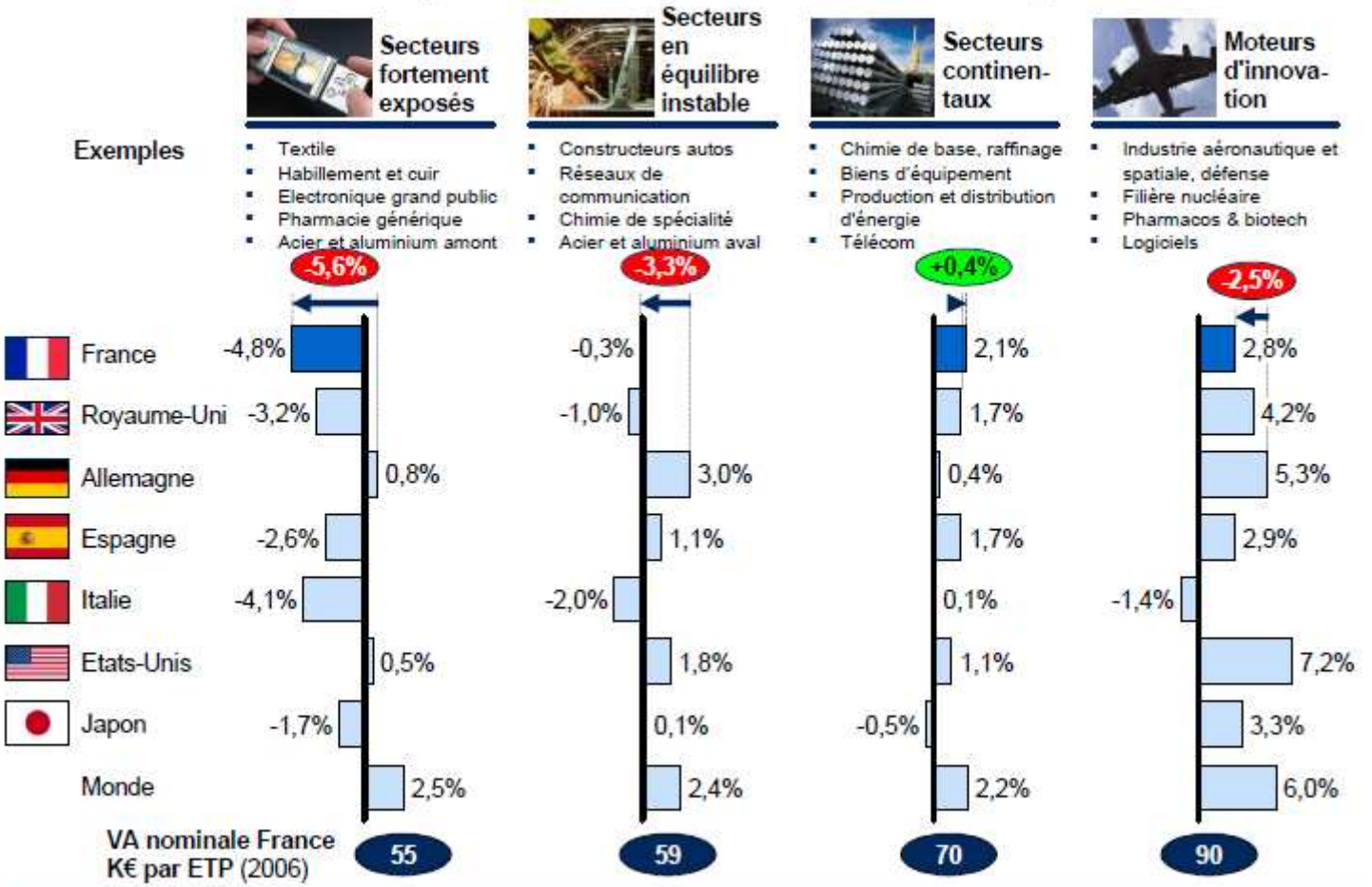
Source : Analyse McKinsey

Evolutions en Europe de la part de l'industrie dans le PIB : l'exemple allemand



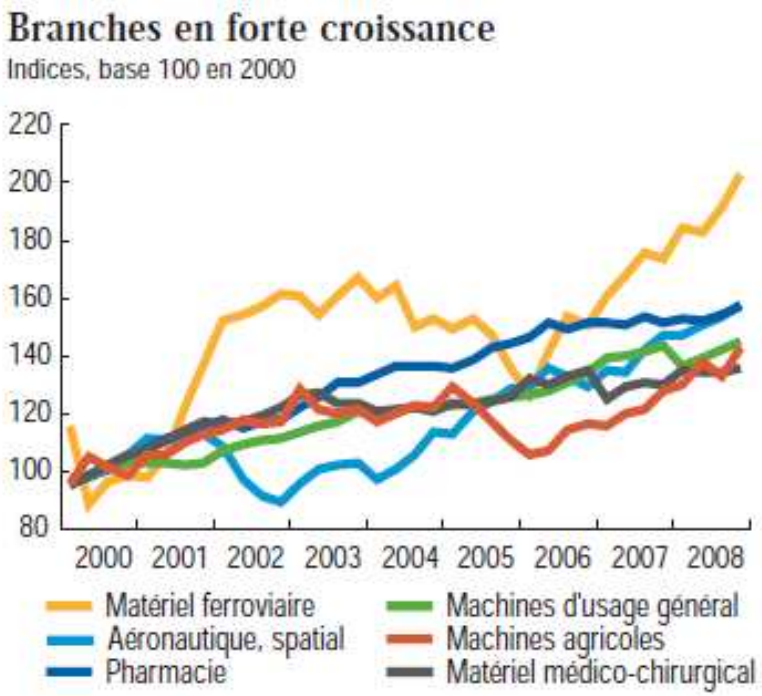
Un match F/D qui nécessite encore des efforts (nb différencier les données nationales des données d'entreprises mondialisées)

Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée réelle sur 2000-2007, pourcent

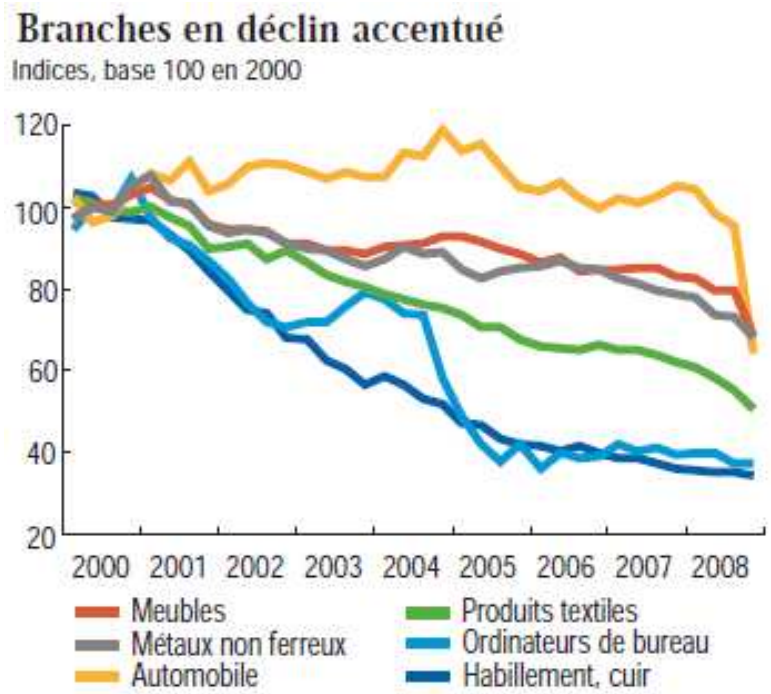


Source : INSEE, Global Insight, analyse McKinsey

Le ferroviaire, l'aéronautique et la pharmacie en croissance, textile, habillement et ordinateurs de bureau en déclin



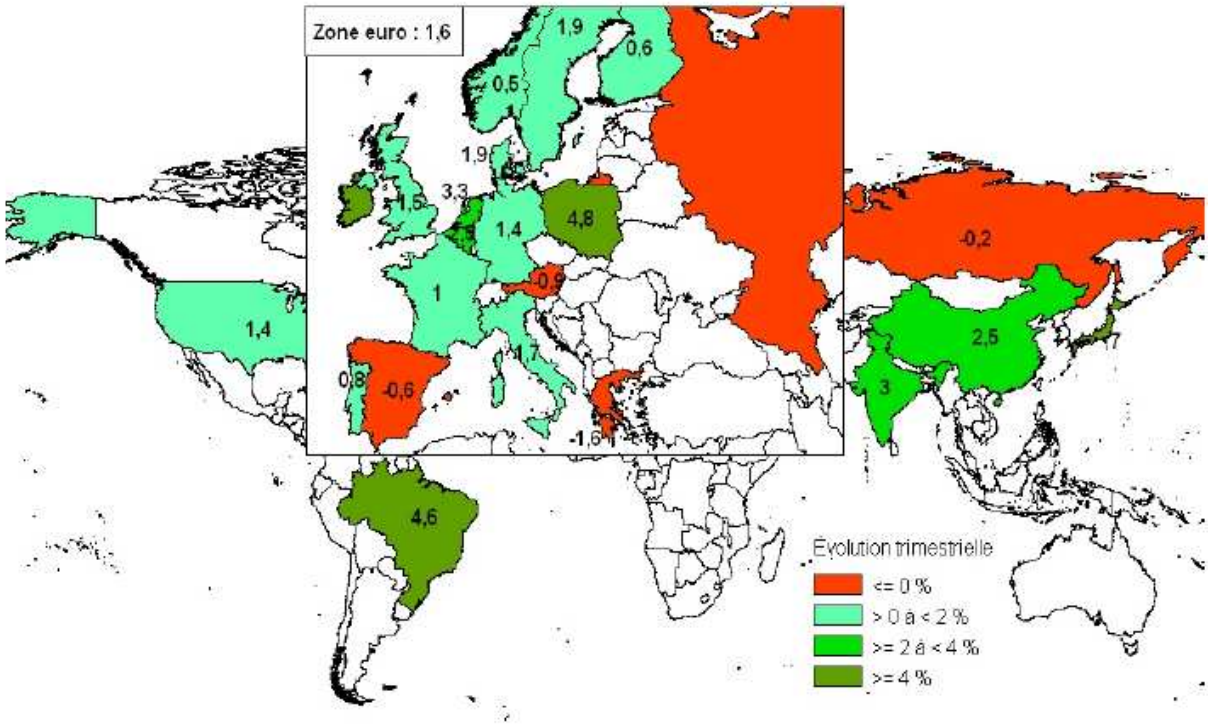
Source : Insee - indices de la production industrielle.



Source : Insee - indices de la production industrielle.

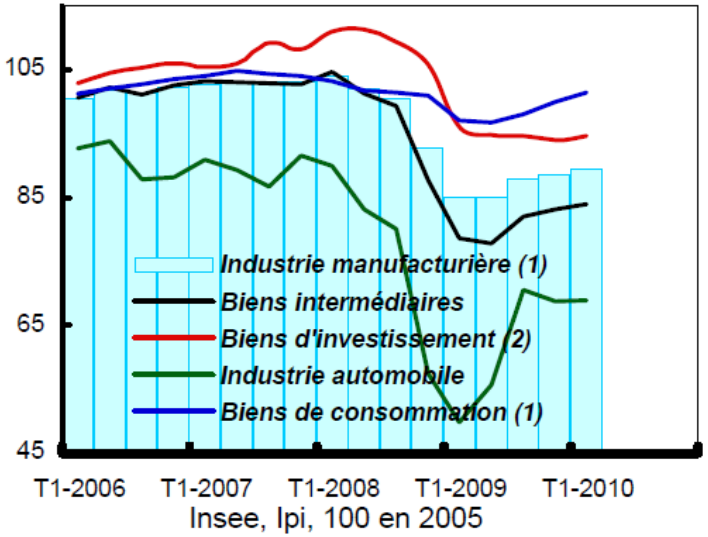
La production industrielle française s'accroît à nouveau au T1 2010

La production industrielle dans le monde



Évolution en % du 4ème trimestre 2009 au 1er trimestre 2010
Source : Eurostat, OCDE, Indices CVS de la production manufacturée (y c. IAA)

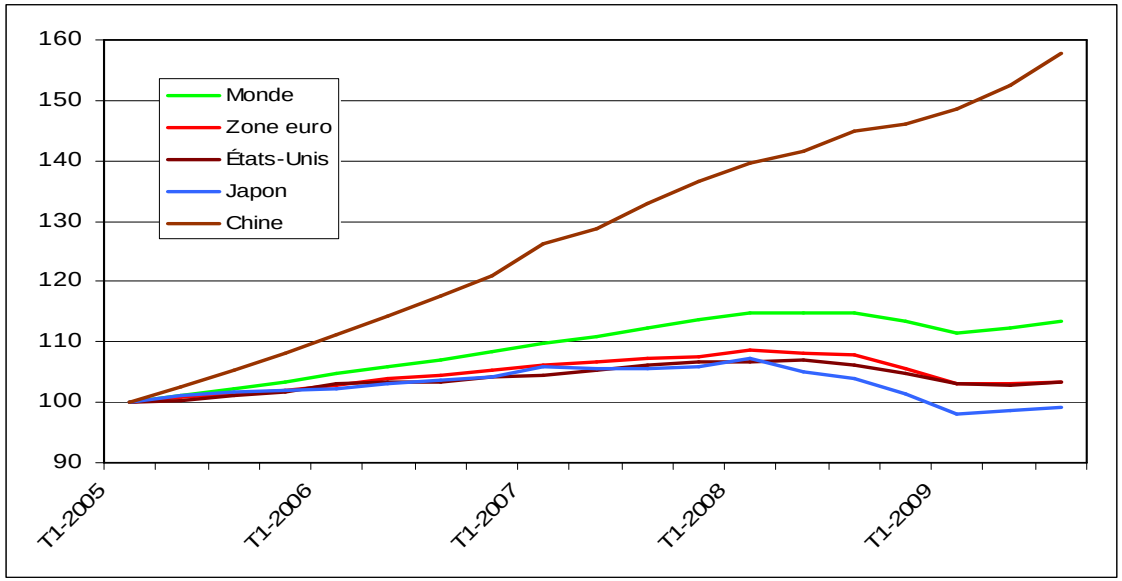
Production manufacturière



Au T1 2010, la croissance de la production industrielle mondiale est tirée par celle de l'Asie. L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie font jeu égal, avec une croissance de l'ordre de 1,5 %. En France, la production industrielle augmente plus modérément (+ 1,0 %). Les prix à la production repartent à la hausse et les exportations rebondissent (+ 5,2 %). La forte hausse de l'emploi intérimaire se poursuit (+ 10 %). Le taux d'utilisation des capacités de production reste très inférieur (10 points) à la normale.

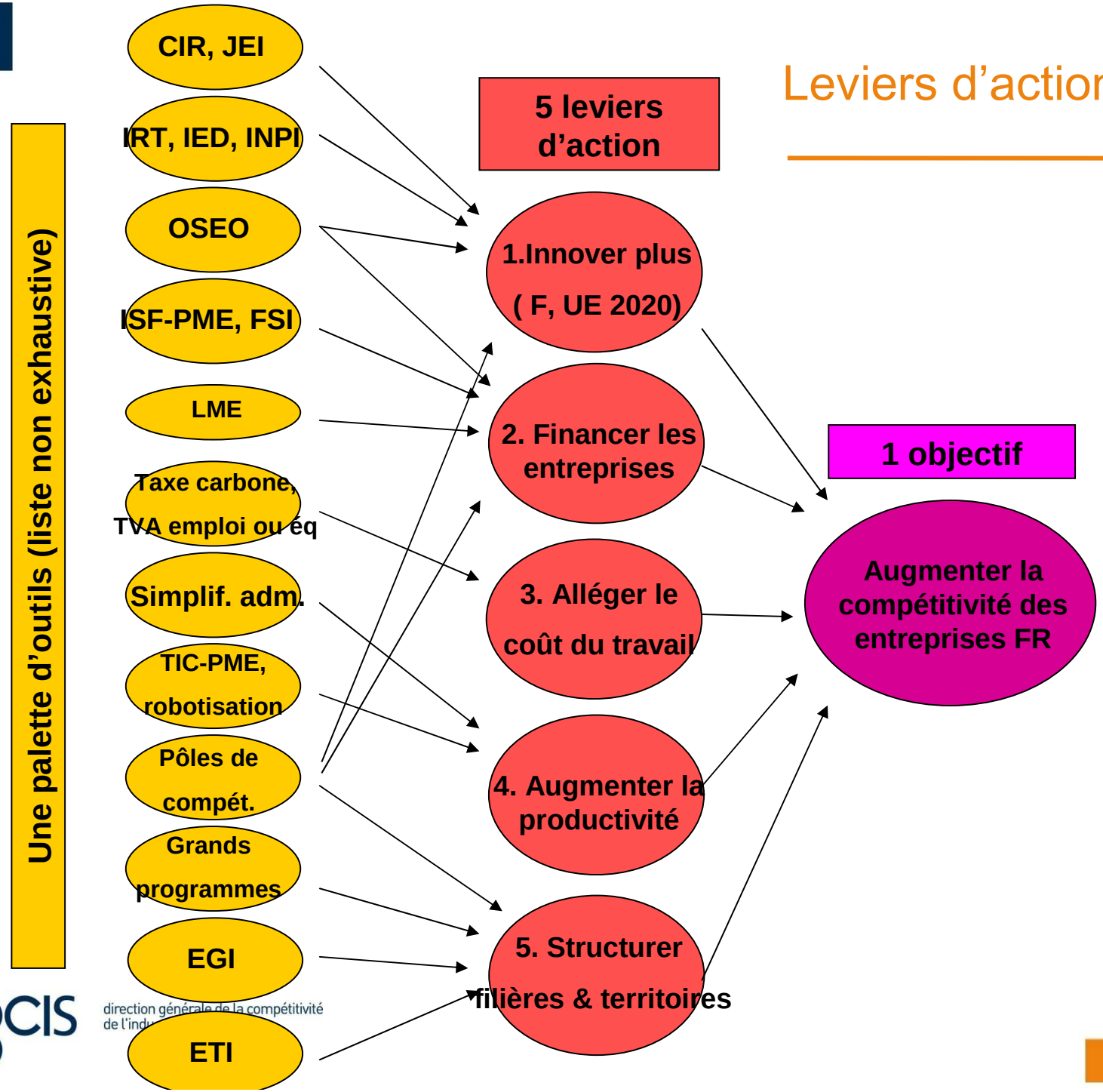
La crise amplifie les différences de croissance déjà perceptibles auparavant dans le monde

- La poursuite de la course en tête chinoise
- Les Etats-Unis le Royaume Uni le Japon, obérés par des dettes croissantes : l'hypothèse de la reprise en W
- La fragilité des pays les plus endettés (Is, Irl, Le, Gr…)
- Une reprise qui peut être tirée en Europe par l'Allemagne, dans une moindre mesure la France, et par des politiques coordonnées de compétitivité, mais aussi de meilleur « level playing field » externe.



dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Leviers d'action publique



dgcis
direction générale de la compétitivité de l'indu

2.

Innover

dgcis direction de l'indus

Pourquoi innover ?

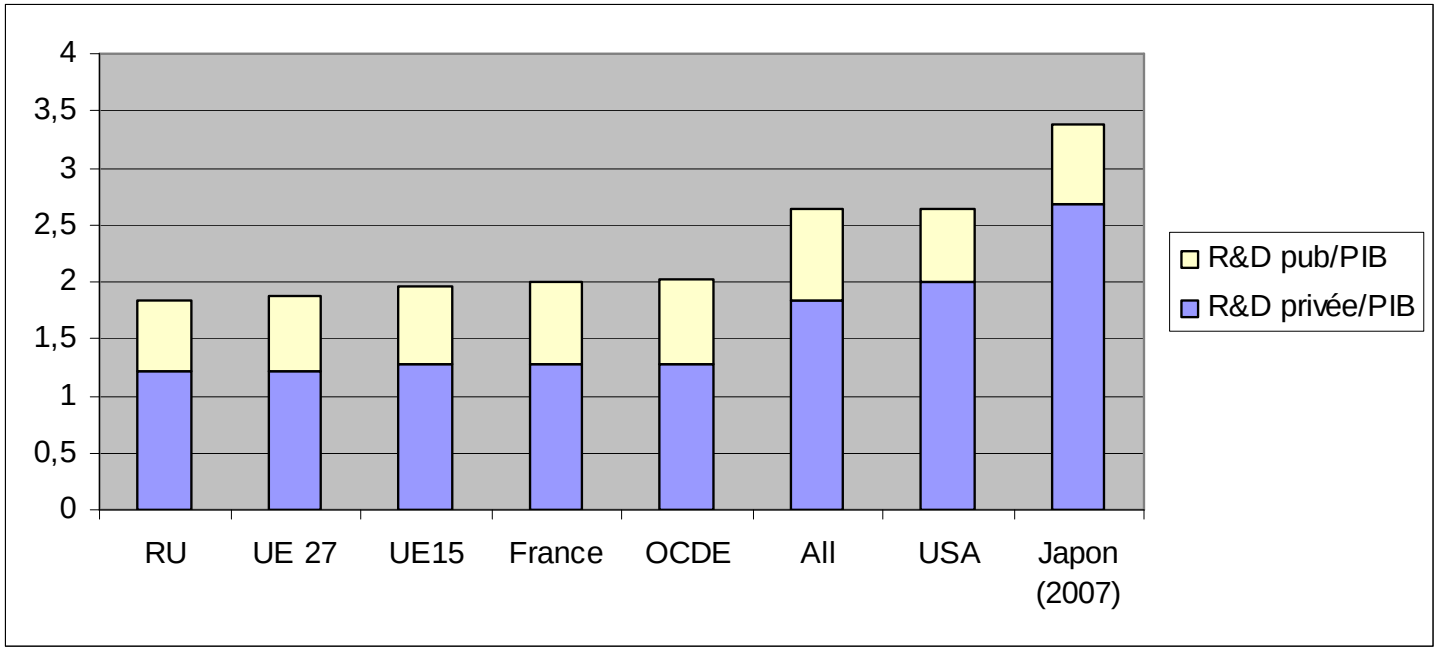
Un impact chiffré :
« Le plus vraisemblable […] est qu'une innovation conduise en moyenne à des hausses d'effectifs de l'ordre de 4 à 5 % », ***INSEE, 1999***

« une augmentation de 0,1% dans l'intensité de R&D fait croître le PIB/habitant de 0,3-0,4% », ***Commission Européenne, 2005***

Un positionnement stratégique : face aux délocalisations vers les pays à bas coûts de main d'œuvre, la seule solution semble être de disposer d'une avance technologique garantissant la compétitivité de notre pays, ce qui implique d'encourager l'innovation

dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Une R&D privée en France qui peut progresser ; politique du CIR, des pôles de compétitivité (ex Grenoble : Minatec) des jeunes entreprises innovantes

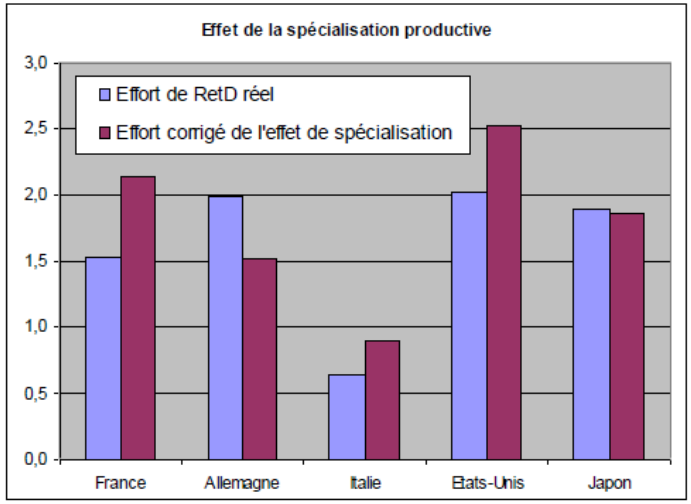


Source: Eurostat 2008

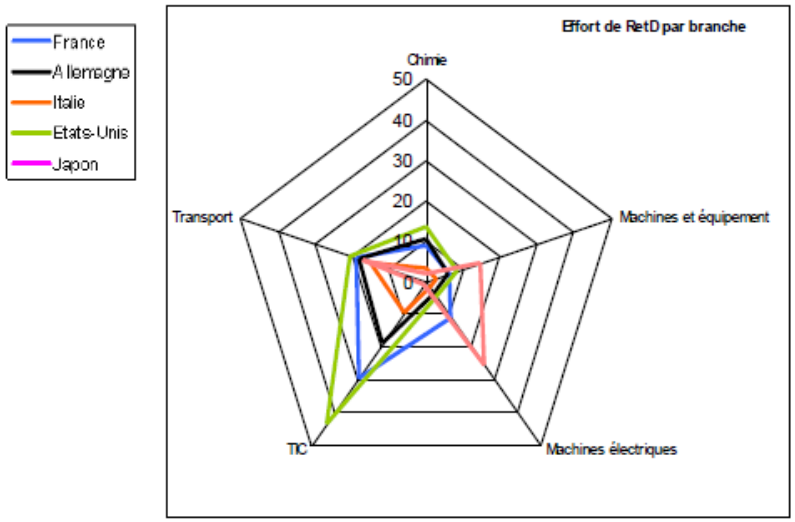
Si les dépenses publiques de la France en R&D sont semblables à celles de la plupart d'autres économies comparables, la France doit stimuler la R&D et l'innovation dans les entreprises.

dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Une R&D privée faible notamment du fait d'une spécialisation améliorable de l'industrie française sur les secteurs de haute technologie



Source : OCDE STAN 2008, ANBERD 2009, Enquête R&D du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Calcul DGCIS



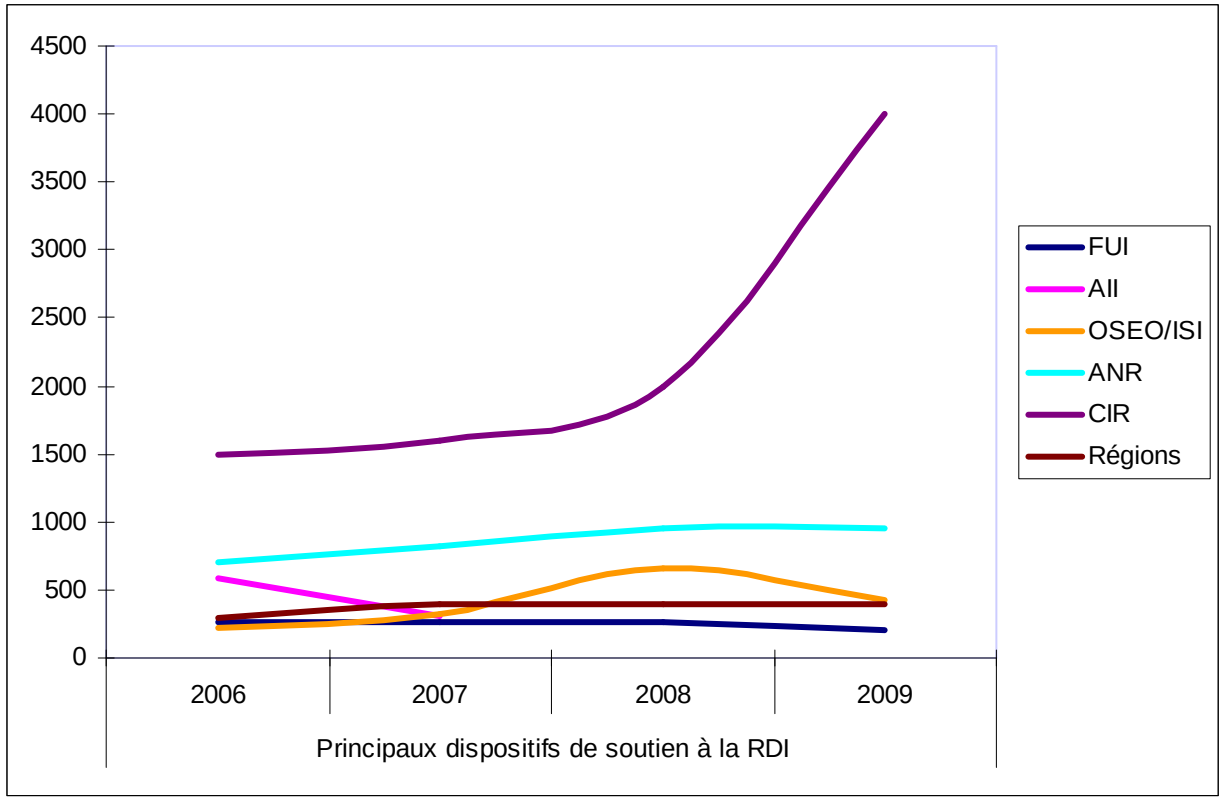
Source : OCDE STAN 2008, ANBERD 2009, Enquête R&D du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Calcul DGCIS

L'industrie est à l'origine d'environ 4 cinquièmes des dépenses privées en R&D

L'effort de R&D français est plus important que celui de nombreuses autres économies développées au sein des principaux secteurs industriels.

L'efficacité de la R&D pour innover dépend beaucoup des inter-relations avec la production, les clients, les fournisseurs

Les principaux soutiens à la R&D I en France : à côté de mesures d'urgence des mesures structurelles pour accroître la R&DI notamment privée

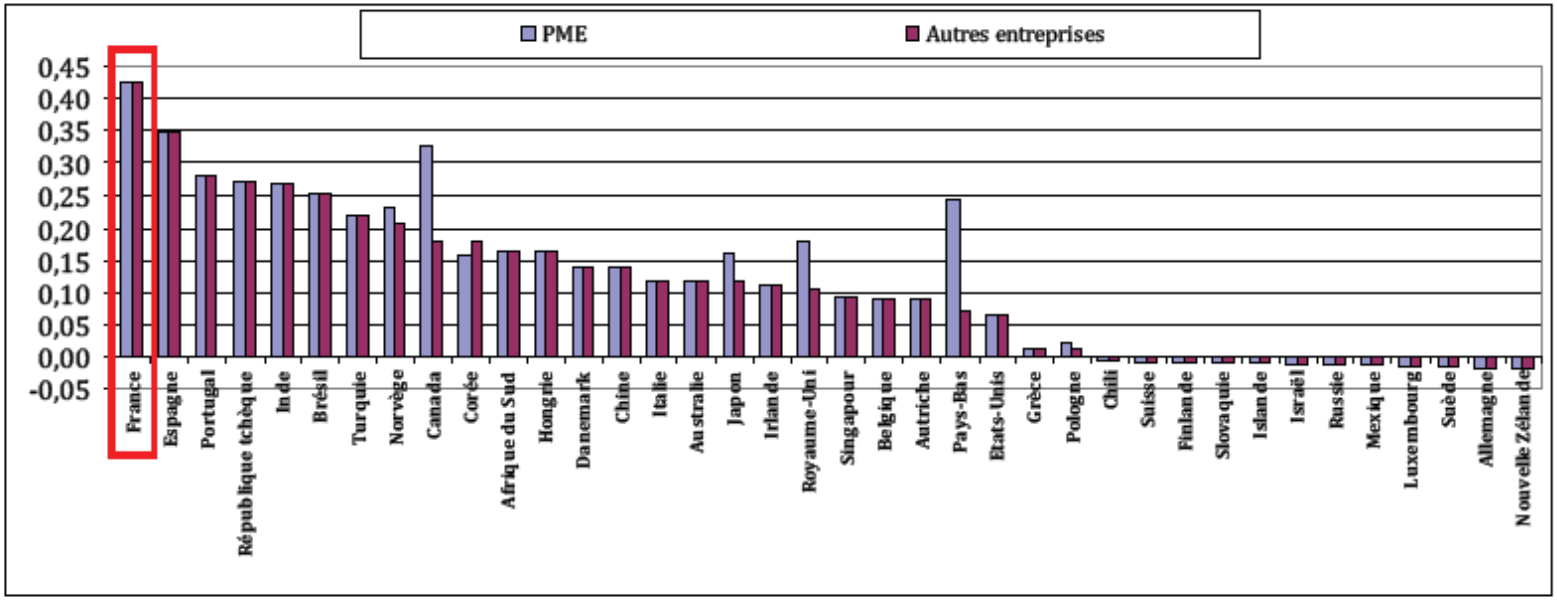


La France dispose aujourd'hui du CIR le plus attractif du monde

Le CIR est une réduction d'impôt pour les entreprises qui font de la recherche : cadre fiscal favorable, ciblé sur les filières innovantes. Il a été rendu plus favorable par la loi de finances 2008, en permettant aux entreprises, notamment, de déduire 30% de leur volume de dépenses de R&D jusqu'à 100 M€ et 5% au-delà de ce plafond.

La réforme du CIR pourrait apporter jusqu'à +0,6% PIB en 2022

Subvention fiscale pour un euro de dépense de R&D (en €) – année 2008, pays de l'OCDE



Source : Warda, J. (2009) "An Update of R&D Tax Treatment in OECD Countries and Selected Emerging Economies, 2008-2009", OCDE. Note : les PME sont les entreprises de moins de 250 salariés.

L'aide aux projets de jeunes entreprises innovantes est en essor

Cible :
- PME créées depuis moins de 8 ans
- consacrant une part importante de leur budget à la R&D (au moins 15%)

Avantages : exonérations de cotisations sociales patronales et allègements fiscaux

→ 2 370 JEI en 2009, 1 300 JEI en 2004 (+ 13% par an)

→ 130 M€ : exonérations de charges sociales en 2009

Investissements d'avenir : 3 Mds€ pour des IRT et des IEED

- Au nombre de 4 à 6, les Instituts de Recherche Technologique (IRT) visent à renforcer les écosystèmes constitués par des pôles de compétitivité. Les IRT sont *« des plateformes interdisciplinaires rassemblant les compétences de l'industrie et de la recherche publique dans une logique de co-investissement public – privé et de collaboration étroite entre tous les acteurs ».*

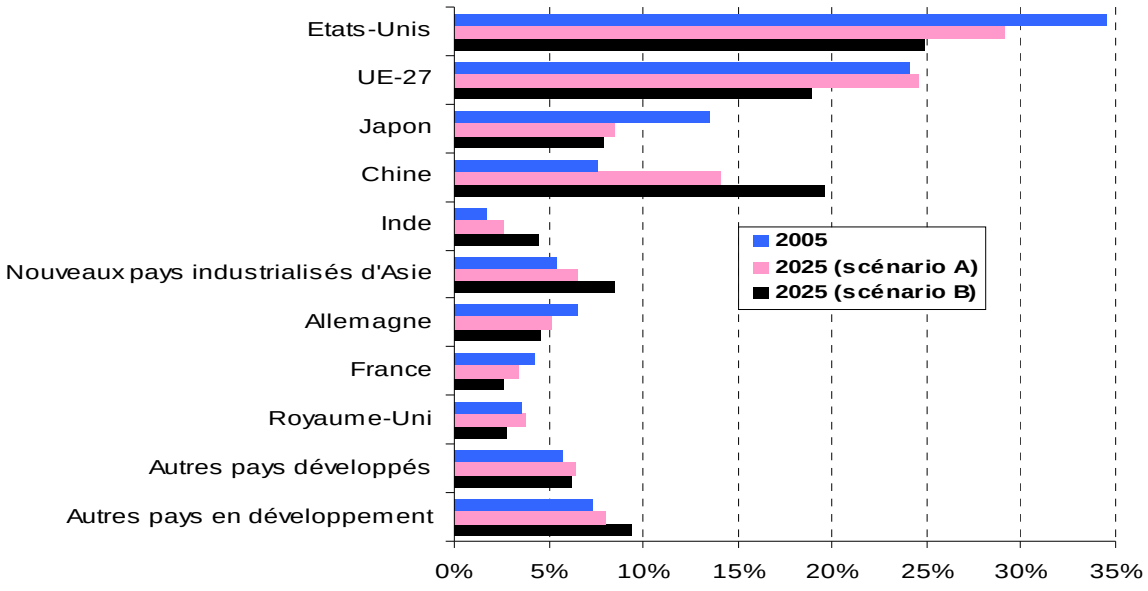
- Les Instituts d'Excellence dans le domaine des Energies Décarbonées (IEED), entre 5 à 10**, seront spécialisés dans l'innovation en matière de nouvelles technologies de l'énergie.**

- Les projets d'IRT **devront :**

- viser une position dans le peloton de tête mondial dans leur domaine, avec une finalité industrielle ;
- obtenir un cofinancement privé de l'ordre de 50% ;
- couvrir l'ensemble du processus d'innovation, jusqu'à la démonstration / prototypage industriel ;
- regrouper une masse critique suffisante de moyens et de compétences d'excellence sur un même lieu.

Prospective de la concurrence mondiale sur la R&DT à horizon 2025, l'explosion chinoise ; conséquences pour la France et l'Union ; amplifier et concentrer les moyens – le plan de relance, la politique d'ESR, celle d'innovation, le gd emprunt

Le poids relatif des pays dans l'investissement mondial en R&D : Evolution 2005-2025 selon deux scénarios contrastés



Ces scénarios ont été élaborés de manière à fixer une large fourchette de variation concernant le poids relatif de l'Union européenne (et de la France en particulier) dans l'investissement mondial en R&D (en supposant une absence de rupture forte dans les valeurs absolues d'investissement en R&D).

Les grandes hypothèses adoptées sont les suivantes (*cf* tableau ci-contre) :

i) dans le **scénario A**, le ratio de la Dépense Intérieure de R&D (DIRD) au PIB augmente fortement dans les pays développés, et en particulier dans l'UE et en France, alors qu'il progresse modérément dans les pays émergents (et en particulier en Chine).

ii) dans le **scénario B**, le ratio DIRD/PIB progresse plus modestement dans l'UE et stagne aux États-Unis et au Japon alors que les pays émergents (et en particulier la Chine) investissent massivement en R&D.

Sources : Calculs CAS à partir des données CEPII, OCDE et UNESCO et des projections CAS pour le ratio DIRD/PIB.

Stratégie d'innovation et industrielle UE2020

Dans sa communication du 3 mars 2010, la Commission européenne affiche sa volonté d'inclure une politique industrielle claire à sa stratégie de développement 2020. Objectif conseil européen décembre 2010

Les grandes lignes de cette politique industrielle, largement « horizontale », sont :

- de mettre sur pied une politique industrielle visant à développer une base industrielle solide, compétitive et diversifiée, soutenant la transition des industries manufacturières vers une utilisation plus efficace de l'énergie et des ressources;
- d'élaborer politique industrielle horizontale associant divers instruments politiques (la réglementation intelligente, la modernisation de la passation des marchés publics, la normalisation…);
- d'améliorer l'environnement des entreprises, notamment des PME
- d'encourager la restructuration des secteurs en difficulté vers des activités axées sur l'avenir,
- de faire en sorte que les réseaux de transport et les réseaux logistiques garantissent aux entreprises de toute l'Union un accès effectif au marché unique et au marché international;
- d'élaborer une politique spatiale efficace fournissant les outils nécessaires pour relever certains des grands défis mondiaux
- de renforcer la compétitivité du secteur européen du tourisme;
- de réviser la réglementation afin de soutenir la transition des secteurs tertiaire et secondaire vers une meilleure exploitation des ressources, y compris une plus grande efficacité du recyclage; d'améliorer le processus de normalisation en Europe afin d'utiliser le potentiel des normes européennes et internationales pour la compétitivité à long terme de l'industrie européenne.
- de relancer la stratégie de l'Union visant à accroître la responsabilité sociale des entreprises, qui constitue un facteur clef pour la confiance à long terme des employés et des consommateurs.

L'innovation dans l'immatériel

- **Selon une enquête "innovation" menée en 2006 (CIS4)**, près de la moitié des entreprises de plus de dix salariés ont innové au moins une fois entre 2002 et 2004 en introduisant de nouveaux produits ou en mettant en œuvre de nouveaux procédés, de nouveaux modes d'organisation ou de commercialisation (marketing).

- Le développement de l'innovation pour la création de services appelle à explorer de nouvelles voies, sur lesquelles les sciences humaines et sociales peuvent apporter un éclairage précieux. (*Living labs*, plates-formes de coopération, etc.)

- **Exemple: le design et la création**

La diffusion du design dans les entreprises constitue un enjeu de compétitivité.

Selon l'Agence pour la promotion de la création industrielle, plus de 60% des entreprises françaises ne recourent pas au design alors qu'elles ne sont que 35% au Royaume-Uni ou 25% en Norvège.

Le Fonds Stratégique d'Investissement dispose de 20Mds€ pour apporter des ressources neuves à des entreprises innovantes ou en mutation

- 20 Mds€ dont 14 Mds€ de titres et 6 Mds€ de liquidités
- Triple objectif:

- Accélérer le développement des entreprises importantes dans leur filière
- Accompagner leur transformation / mutation
- Stabiliser leur actionnariat

- Favoriser l'entrée du FSI par augmentation du capital pour apporter des ressources neuves à l'entreprise
- Faire mieux ressortir une « étiquette FSI » à travers toutes ses modalités d'intervention, et notamment vers les PME

Des politiques publiques incitatives

• Dispositif « France Investissement »
En vue de renforcer l'investissement en fonds propres dans les PME
Mobilisation de 3.2 Md€ (dont 2.2 Md€ publics) sur 6 ans
Plus de 1.1 Md€ engagé au 30 juin 2008

• Incitations fiscales à l'investissement dans les PME
La mesure ISF de la loi TEPA : 670 M€ de réduction d'impôt en 2009
Le régime fiscal incitatif des FIP et FCPI
Le dispositif Madelin : 640 M€ en 2009

• **Garantie des investissements**
Mise en œuvre par OSEO SOFARIS, cette garantie couvre une grande partie des montants investis en capital risque

• Emprunt national : 400 millions d'euros **pour abonder ou créer des fonds d'amorçage**

• **Phase 2 des pôles de compétitivité**
Incitation des pôles à aider leurs entreprises sur les questions de financement

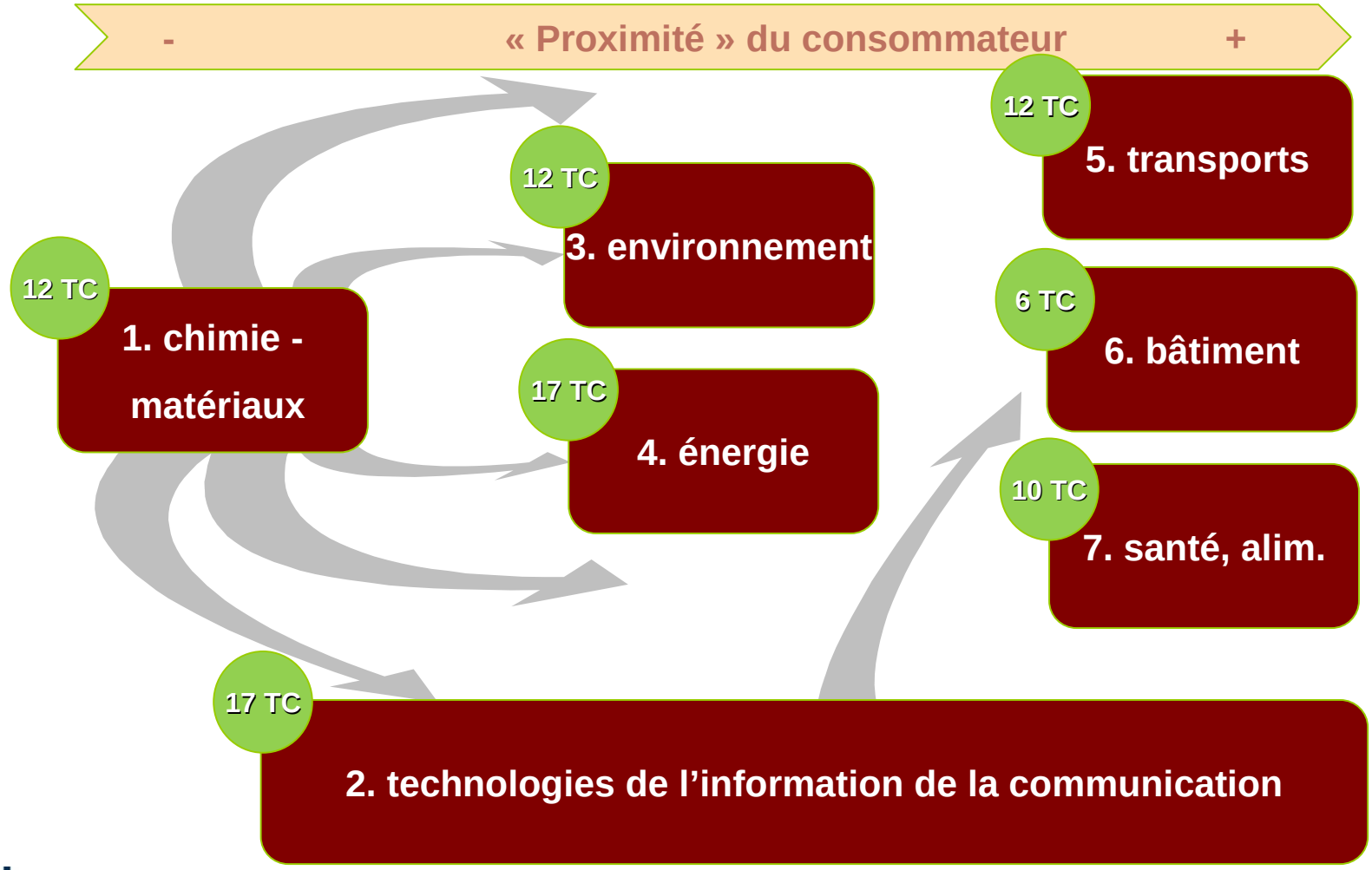
Vers quoi innover ; l'exemple des éco-industries parmi les filières en développement ; les véhicules décarbonés… L'approche par les technologies clés

- Eco-industries : 5,1 G€ « d'investissements d'avenir » vont soutenir les phases de recherche ou de pré-industrialisation : 2,6 G€ énergies renouvelables, 1 G€ transport et urbanisme durable, 500 M€ pour la rénovation énergétique des logements, 1 G€ nucléaire. Les soutiens à des projets innovants de démonstrateurs et de plateformes technologiques pour les énergies renouvelables : 1,35 G€ sur les énergies renouvelables et décarbonées (énergie solaire, énergies marines, géothermie, captage, stockage et valorisation du CO^2 et chimie verte), et 250 M€ dans le secteur de l'économie circulaire (tri et valorisation des déchets, dépollution et écoconception de produits industriels, etc.).

- Véhicules électriques, décarbonés. Communication UE mai 2010

- Les technologies clés 2015 (à paraître) chimie/matériaux, énergies, TIC, transports, et base de données http://www.industrie.gouv.fr/techno_cles_2010/base_donnees/index.php

86 technologies clés à horizon 2015
- 7 grands secteurs

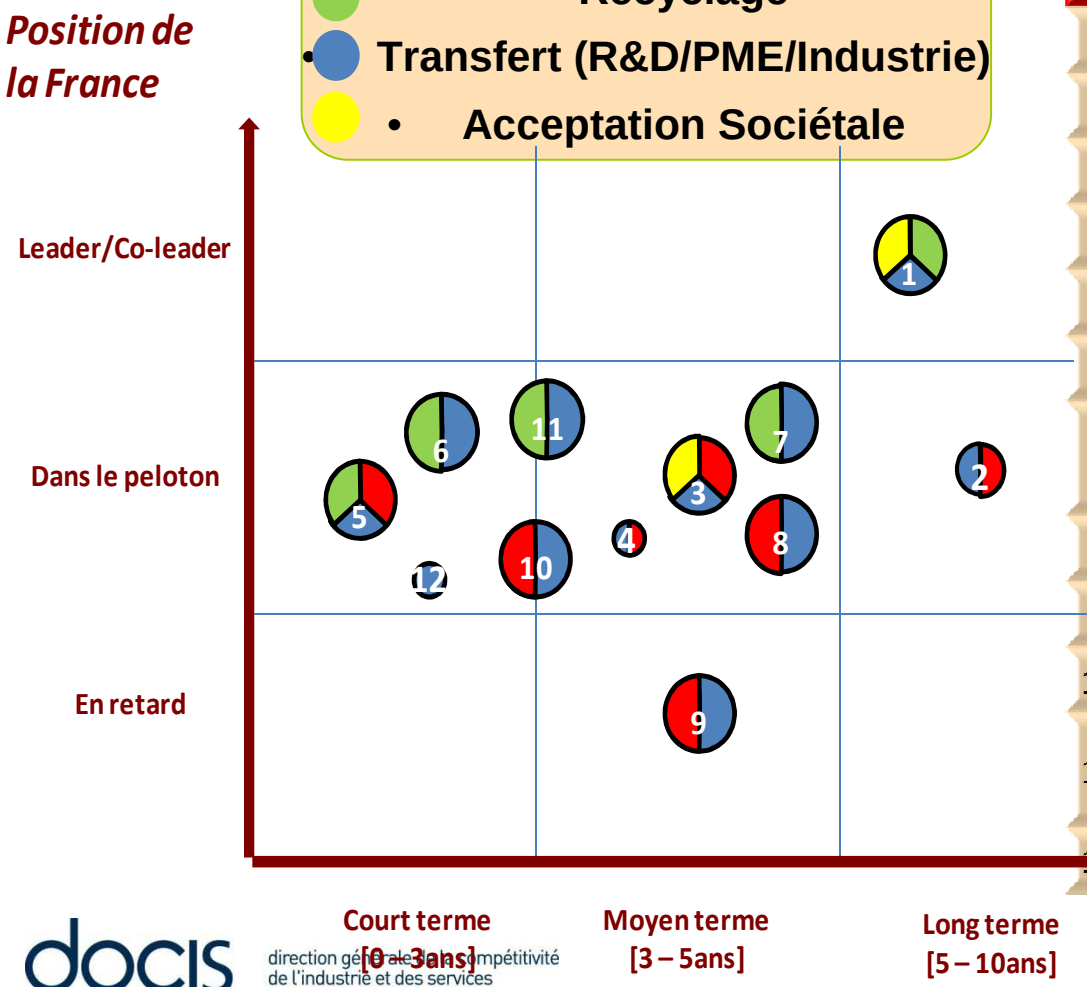


dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Exemple 1. Chimie – Matériaux – Procédés : points saillants de l'analyse

Enjeux

- Développement durable
- Recyclage
- Transfert (R&D/PME/Industrie)
- Acceptation Sociétale

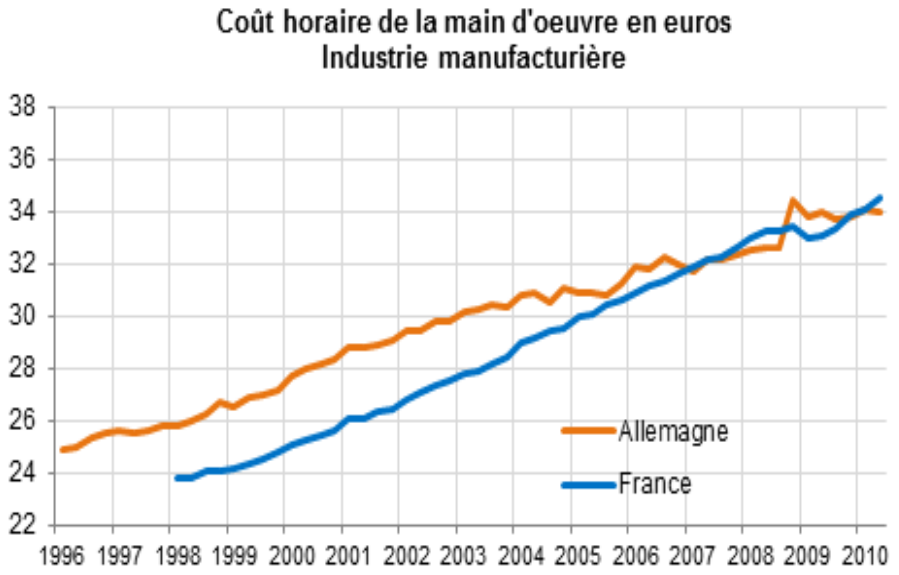


	Technologies clés (12)	
1	Nanotechnologies	A
2	Simulation moléculaire	A
3	Biotechnologies Blanches	D/A
4	Microstructuration	D/A
5	Catalyse	D/A
6	Traitement de surface	D/A
7	Matériaux fonctionnels, intelligents et de performance	D/A
8	Capteurs	D/A
9	Procédés membranaires	D/A
10	Fabrication Rapide	D
11	Elaboration de composites / Assemblage multimatériaux	D
12	Contrôle Non Destructif	D

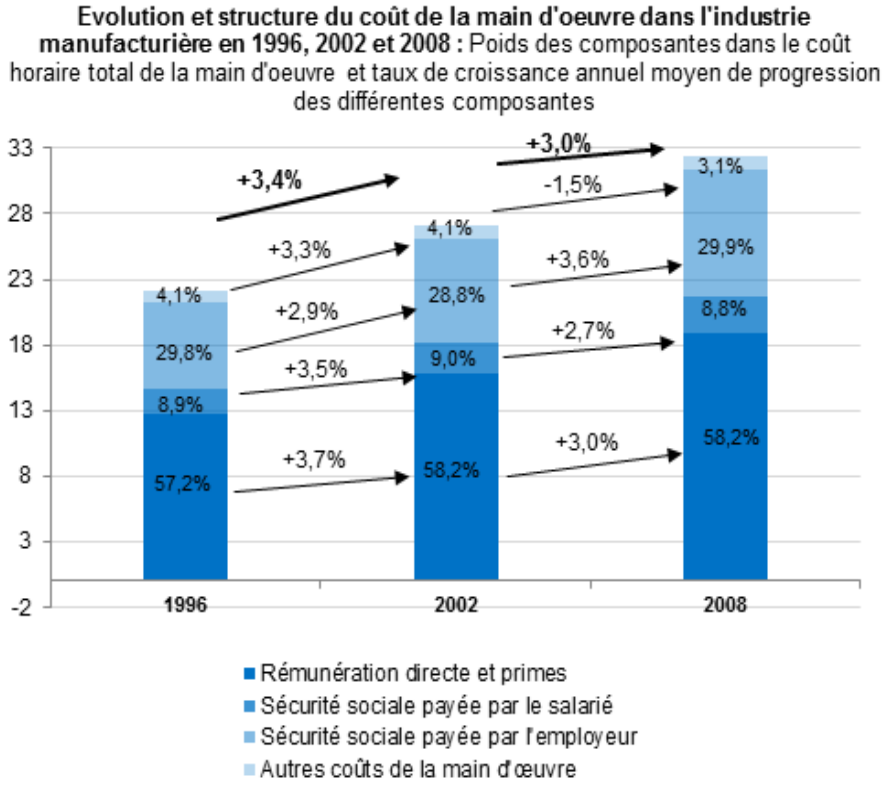
3.

Alléger le coût du travail

Le coût salarial horaire Français a rattrapé le coût Allemand qui a profité d'une politique de modération



Les coûts de main d'oeuvre de l'enquête quadriennale de 2004 pour l'industrie manufacturière (en NACE_R1) servent de pivot. De 1996Q1 (1998Q1 pour la France) à 2010Q2 sont appliquées les variations trimestrielles qui ressortent des indices trimestriels du coût de la main d'oeuvre pour l'industrie manufacturière en NACE_R2.

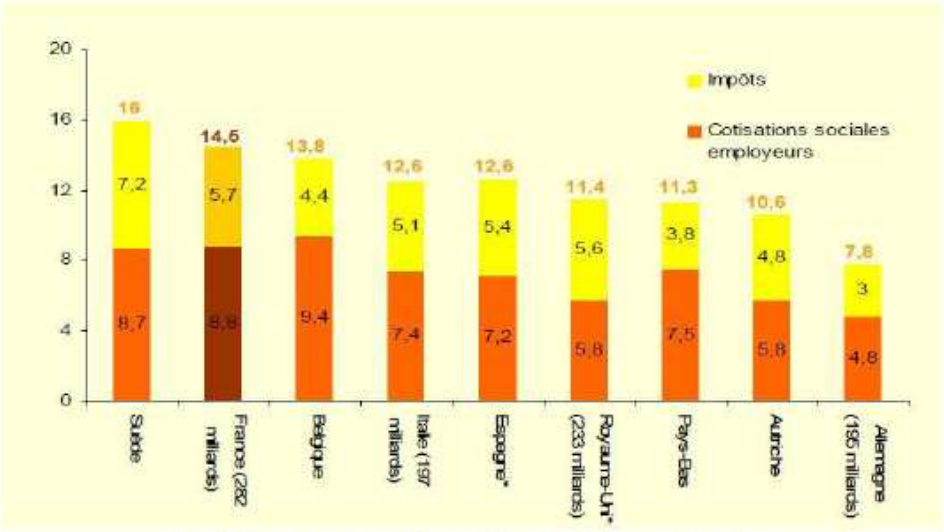


Sources: Coe-Rexecode

La croissance du coût salarial en France s'explique pour 60% par l'évolution de la rémunération directe et des primes et pour 30% par la progression des cotisations sociales payées par l'employeur. La productivité horaire du travail ayant évolué de façon similaire en Allemagne et en France depuis 2000, l'industrie française a ainsi perdu environ 10 points de compétitivité par rapport à l'Allemagne sur le coût du travail en 10 ans

Vers une fiscalité plus favorable à la croissance

La fiscalité française se caractérise par une imposition directe des entreprises (en % du PIB) 2 points supérieurs à la moyenne de l'UE à 15.



Prélèvements obligatoires / valeur ajoutée
(sociétés financières et non financières, %, 2008)
Source : Eurostat (Comptes Nationaux)

Des chantiers auxquels la DGCIS contribue:

- **De manière générale : la révision générale des prélèvements obligatoires**
- **De manière plus spécifique:**
  - **Les enjeux de la fiscalité environnementale**
  - **D'une imposition sur la production à une taxation sur la consommation**

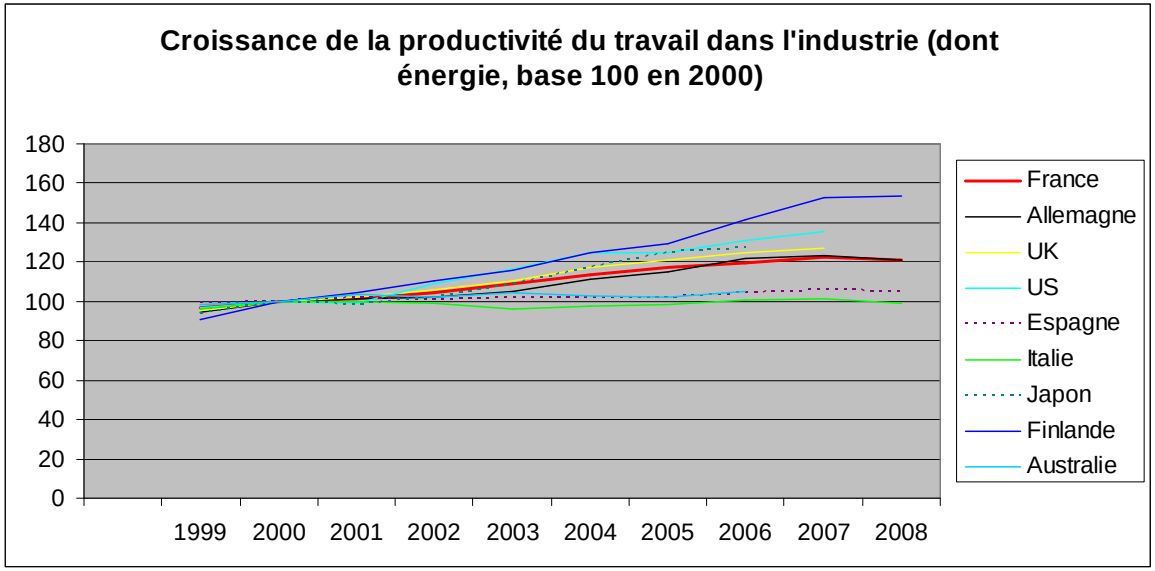
La suppression de la taxe professionnelle permet une économie annuelle d'impôt de 2 milliards d'euros pour l'industrie française.

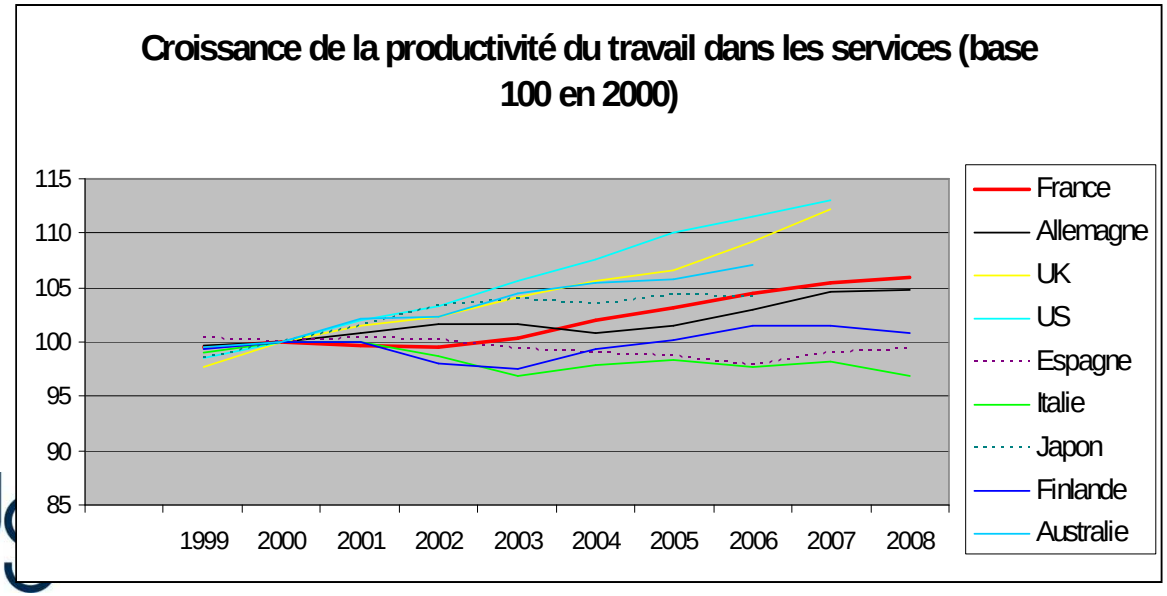
dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

4.

Augmenter la productivité

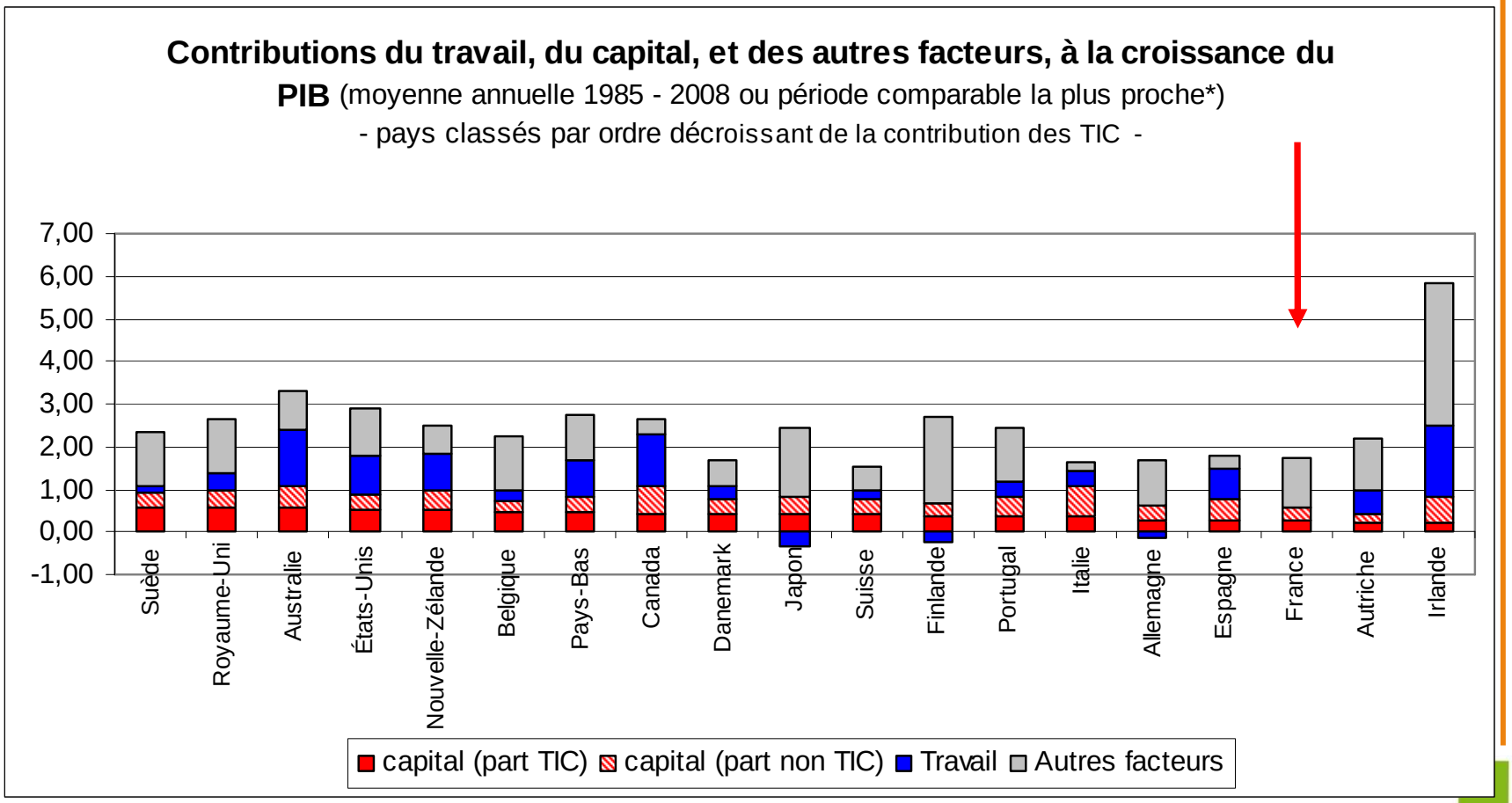
Evolution récente de la productivité dans les services et dans l'industrie





Source : OCDE, Dataset: STAN Indicators ed.2009

Une perte de croissance du PIB de 0,25 à 0,5% par sous-investissement dans les TIC (OCDE)



Unité : en point de PIB ***Source : OECD FACTBOOK 2010***

Les « autres facteurs » représentent la part de la productivité multifactorielle (part de l'augmentation du PIB qui ne s'explique ni par une augmentation du capital, ni par une augmentation du travail (progrès technique…)

direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

**** 1985-2004 for Belgium, 1985-2005 for Finland, 1985-2006 for Sweden, 1985-2007 for Australia, Denmark, Ireland, Japan, Netherlands, New Zealand and United Kingdom, 1990-2006 for Spain, 1991-2008 for Germany, 1992-2006 for Switzerland,1995-2005 for Portugal, 1995-2007 for Austria***

Diffuser les TIC au sein du réseau économique

→ Développer des infrastructures modernes au service de la compétitivité et des nouveaux services (LTE, fibre optique, …)

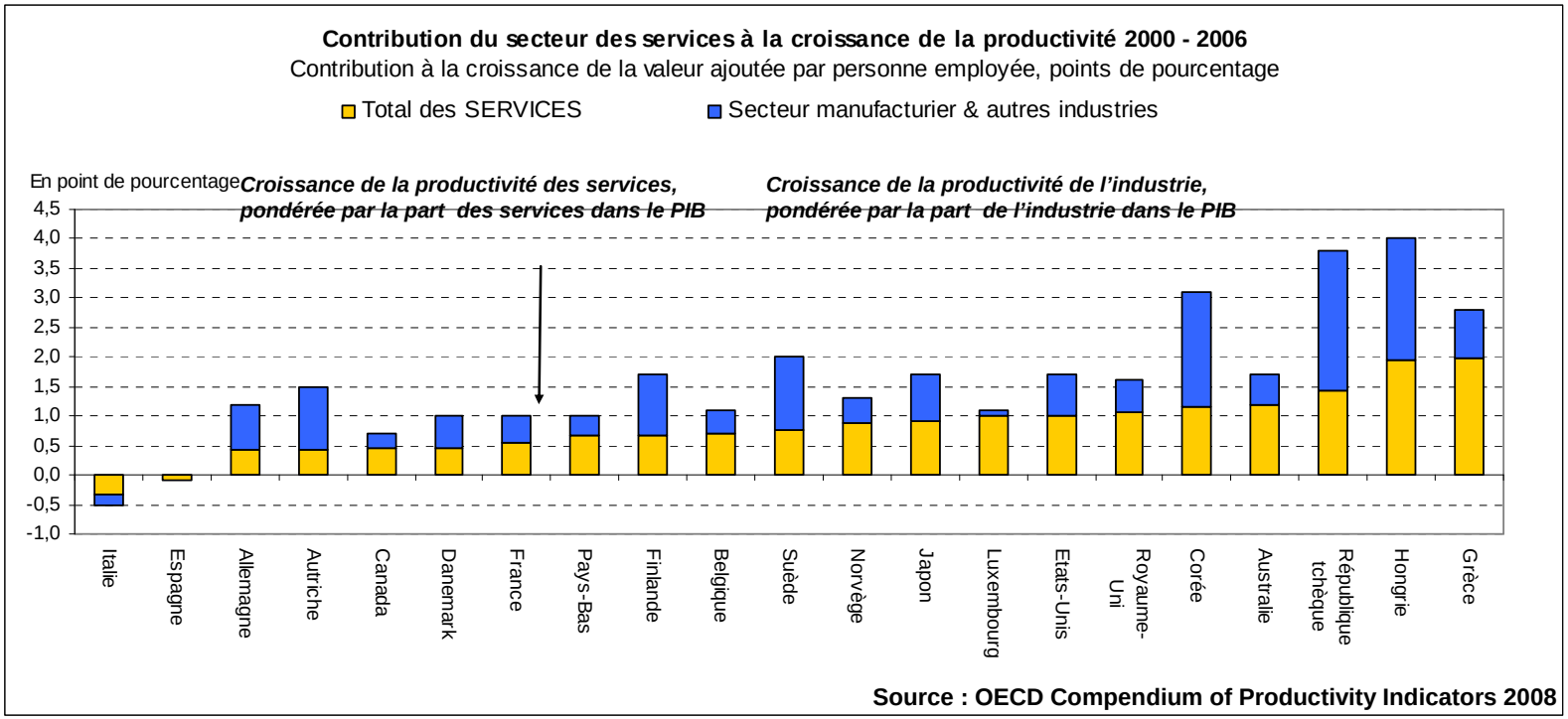
→ Diffuser les TIC au sein du réseau économique (TIC&PME, e-santé, NFC-RFID,…)

→ Soutenir l'innovation techno. dans les différents secteurs d'activité impactés par l'arrivée de la 3D-relief, actions à engager pour le développement de l'offre et de la diffusion de contenu 3D

→ Encadrer et accompagner l'évolution des modes de diffusion de l'audiovisuel, notamment au niveau des normes pour la télévision (généralisation du MPEG4, introduction du DVB-T2...)

→ Augmenter l'effort de R&D à travers les pôles de compétitivité et le grand emprunt (nanoélectronique, cloud computing, logiciel embarqué, technologies de réseau: IMS-LTE)

Une contribution insuffisante des services à la croissance de la productivité



Source : OECD Compendium of Productivity Indicators 2008

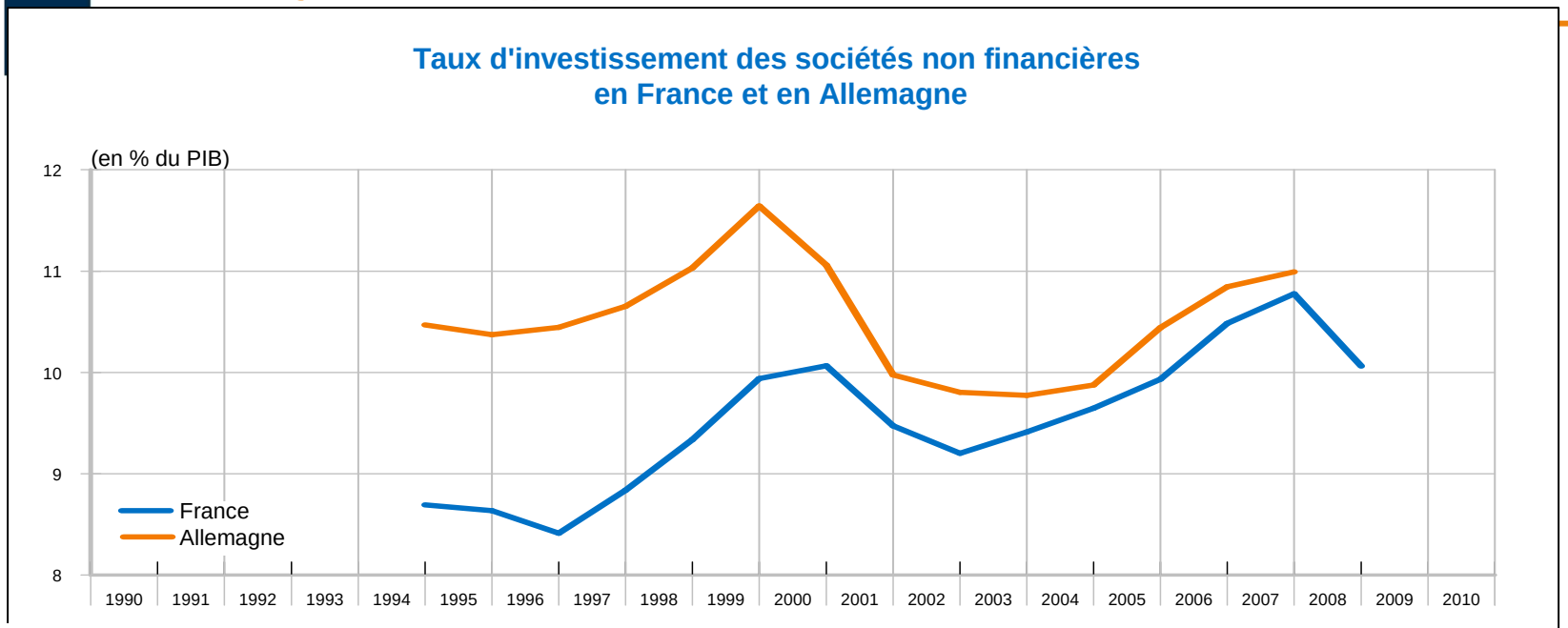
→ Les services aux entreprises = 537 Md€ de CA, 3.4 M emplois

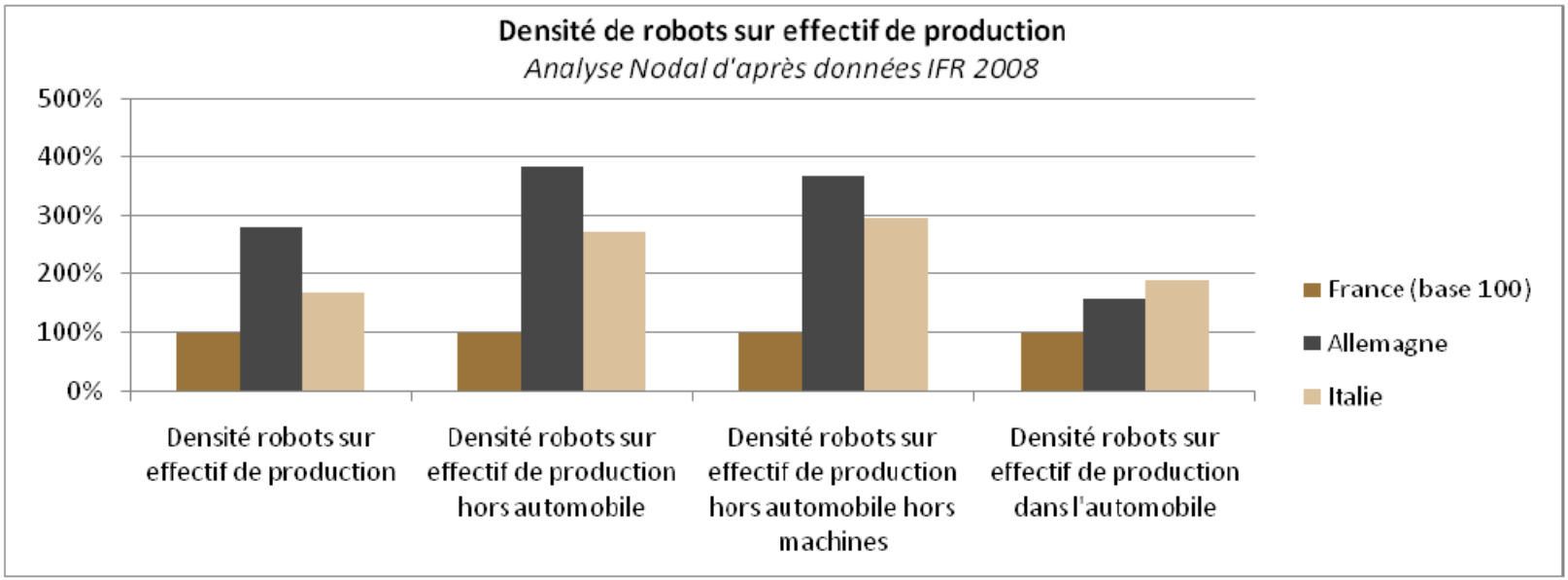
→ La contribution des services à la croissance de la productivité est l'une des plus faibles de l'OCDE.

→ Favoriser l'innovation dans les services par des plateformes de services, des économies d'échelle, l'intégration des TIC

dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Les taux d'investissement productif FR/ALL convergent avec un retard français sur le parc de robots





La simplification de la réglementation représente un gisement de PIB en productivité

	Précédent score	Nouveau score (2010)
Global Competitiveness Report / charge administrative (WEF)	114ème	127ème
Smarter, Faster, Better eGovernment (UE)	6ème	11ème
Digital Economy Rankings (The Economist/IBM)	15ème	20ème

Le coût de la charge administrative pesant sur les entreprises est estimé à environ 3,5 % du PIB (source : Commission européenne).

-La loi de modernisation de l'économie a permis de mettre en œuvre un certain nombre de mesures de simplification: création et fonctionnement des PME, rescrit social…

- Le guichet unique dématérialisé, dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive services, a été mis en place fin 2009

→ Etablir un référentiel des données administratives (ou un office centralisé des registres), puis généraliser les échanges de données informatisées (C. Reille, 2008).

Le soutien aux actions en faveur de l'excellence opérationnelle

- **Des potentiels de réduction des coûts de production demeurent dans l'industrie française**

- **Dans cette perspective, la DGCIS soutient certaines actions (actions collectives des DIRECCTE, de sensibilisation et d'accompagnement des PMI, appels à projets, etc…) :**

utilisation du lean management,

utilisation des TIC,

actions de regroupement de PME ou de mutualisation de ressources,

actions de diffusion technologique,

- **Suite aux Etats Généraux de l'Industrie, 300 M€ seront consacrés à la structuration des filières industrielles françaises**

5.

Structurer les filières et les territoires

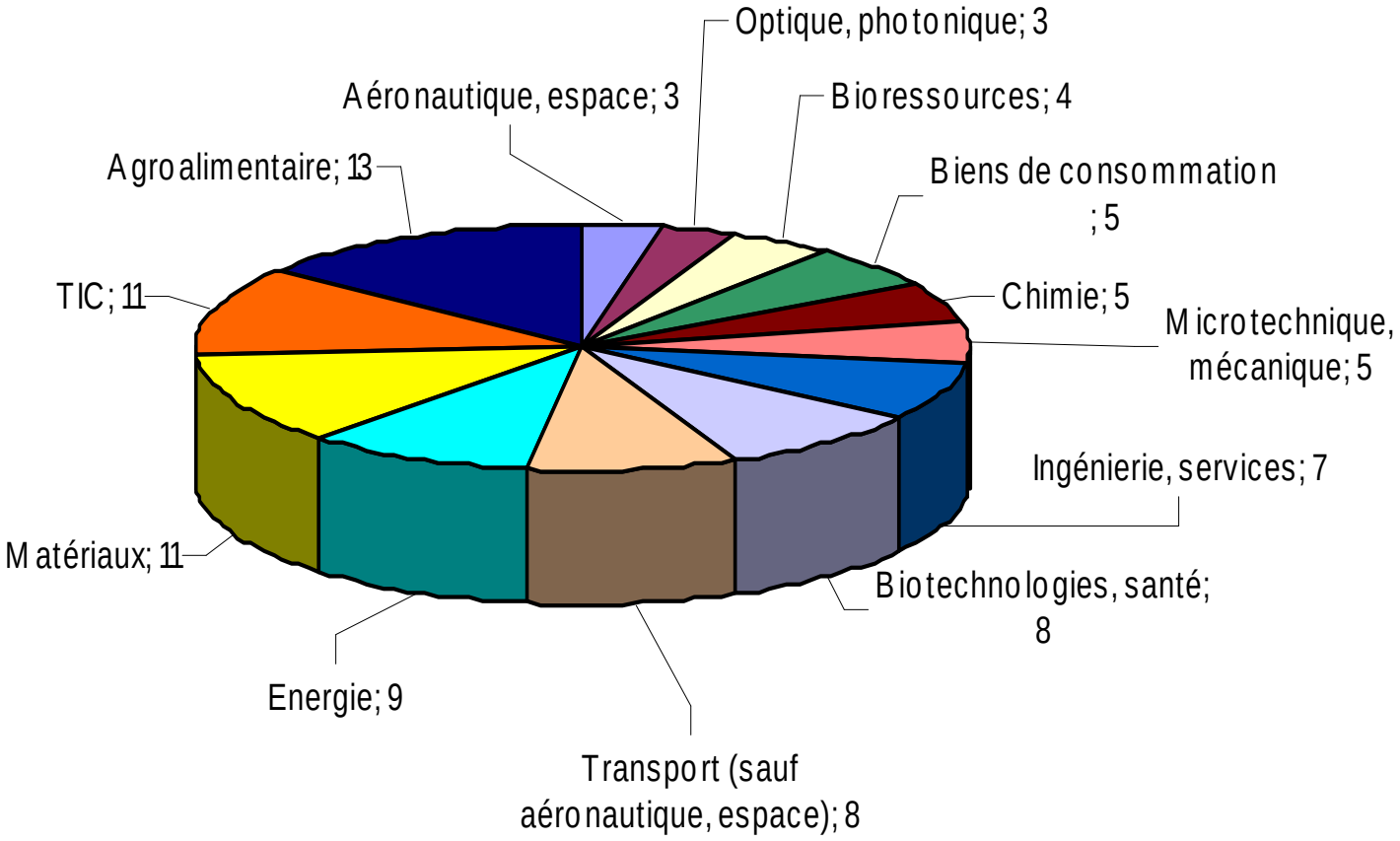
5-1Les pôles de compétitivité sont un écosystème favorable à l'innovation

Les pôles de compétitivité associent entreprises, laboratoires publics et établissements d'enseignement supérieur autour de projets de recherche et développement.

Ils permettent la création d'écosystèmes favorables à l'innovation et au développement des entreprises, bénéficiant à la compétitivité internationale des territoires et des secteurs innovants.

La DGCIS a piloté, avec la DATAR, la mise en place de ce nouvel outil de politique industrielle décidé par le gouvernement en 2004.

5-2 Quels pôles? Segmentation par thèmes



5-3 Quels pôles? Entreprises, exportations

- 6000 établissements membres d'au moins un pôle fin 2008 (5900 fin 2007)
- 83% sont des PME, 14% des ETI, 3% des grandes entreprises (à peu près stable, part des PME légèrement croissante, 2% au détriment des ETI d'une année sur l'autre)
- 5600 PME sont membres d'au moins un pôle (4680 fin 2007)
- 25% exportent (contre 18% à structure identique, pour l'ensemble de l'économie)
- Principalement de l'emploi industriel (pour mémoire, plus de 80% des exportations sont des produits industriels)

5-4 Les pôles et les emplois d'avenir

- 813.000 salariés fin 2008
- Les 10 plus grandes entreprises françaises, (sous l'angle de l'emploi) sont membres d'au moins un pôle
- 23000 chercheurs et ingénieurs-chercheurs travaillaient fin 2008 sur des projets labellisés par les pôles (dont 11000 dans des organismes publics de recherche et 12000 dans des entreprises), Poursuite de la croissance en cours.
- 14% : la part des emplois industriels des pôles dans l'ensemble de l'emploi industriel (contre seulement 2,5 % pour l'ensemble des autres secteurs marchands). Des emplois surtout industriels ou de services liés.

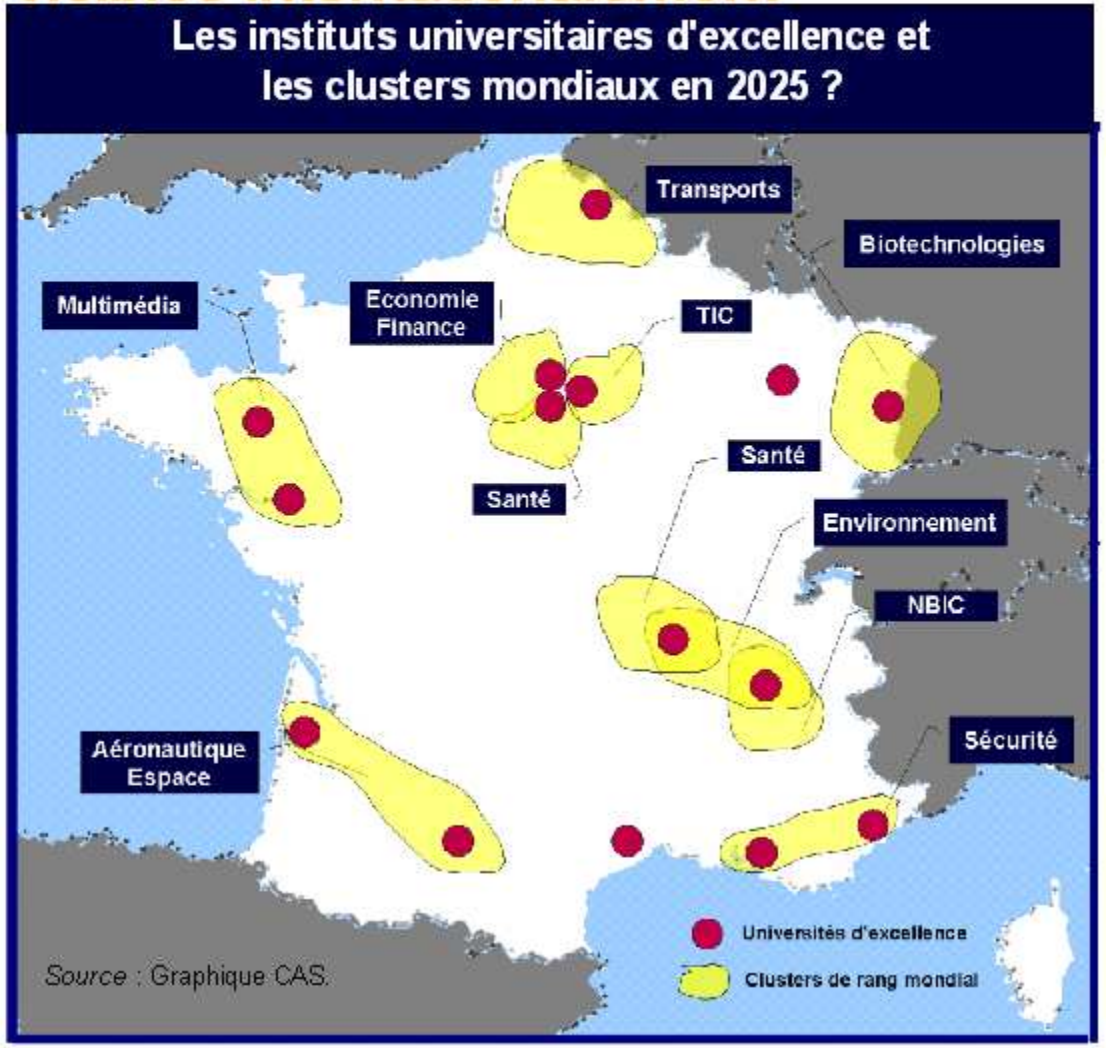
71 pôles de compétitivité en2010

71 pôles de compétitivité

dont 17 pôles mondiaux ou à vocation mondiale

738 projets financés entre 2005 et 2009, représentant près de 4 milliards d'euros de R&D (dont près de 1 milliard financés par l'Etat)

2 - Les pôles de compétitivité en France : une vision simplifiée pour l'avenir de ceux les plus visibles internationalement



Les Etats Généraux de l'Industrie adoptent 23 mesures après 4 mois de concertation avec les parties prenantes

23 mesures réparties en 5 leviers d'action:

- Mettre l'industrie au coeur d'un grand projet commun
- Développer l'emploi et les compétences sur les territoires
- Consolider la structuration des filières industrielles françaises
- Renforcer la compétitivité des entreprises et l'innovation
- Assurer le financement de l'industrie

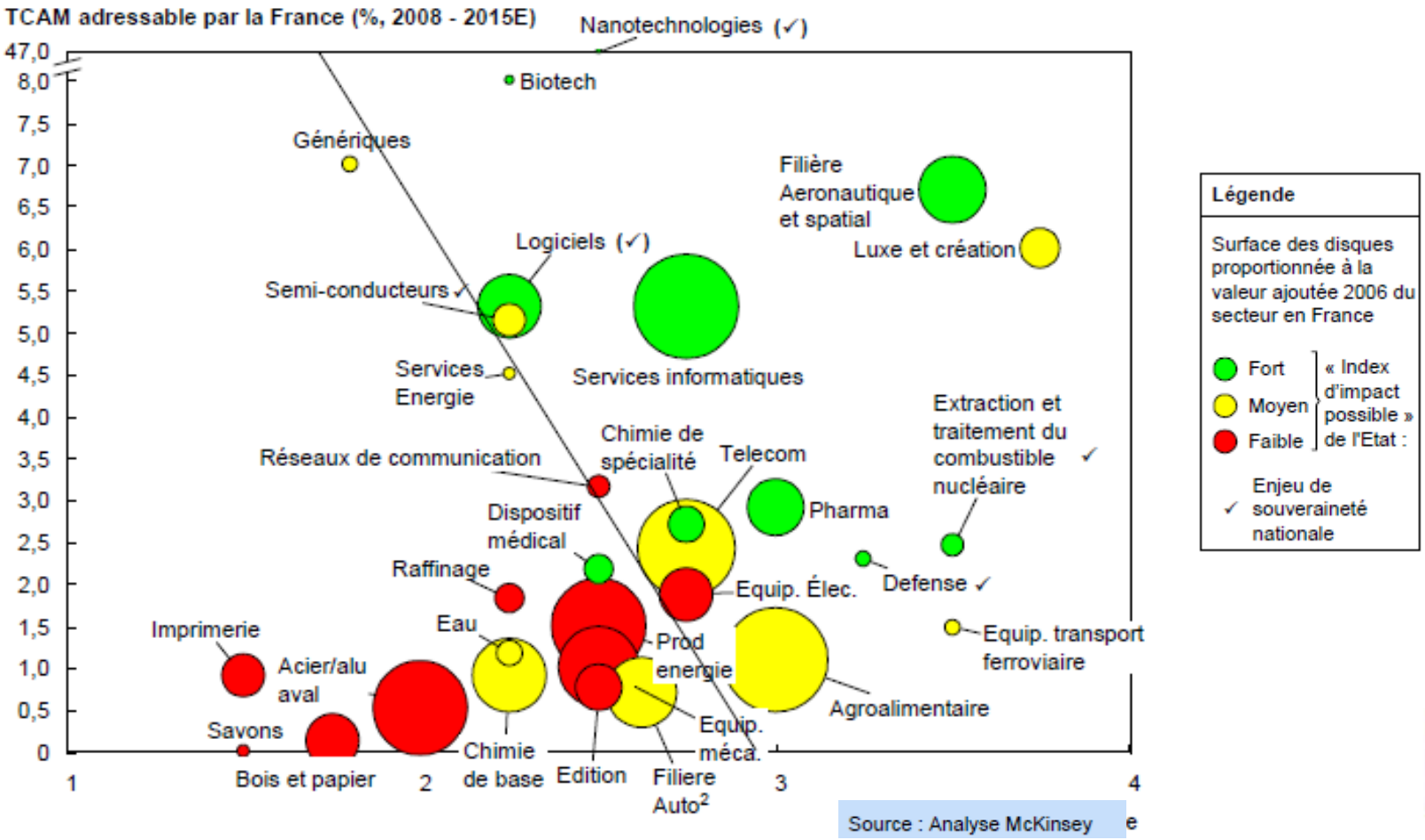
Création d'une Conférence Nationale de l'Industrie.
Création de 11 Comités Stratégiques de Filières.

Entrée en vigueur en juillet 2010 de 500M€ de prêts verts bonifiés, et du dispositif de 200M€ de soutien à la réindustrialisation.

Appel à projets de 69M€ en septembre 2010 pour des projets structurants des filières stratégiques.

dgcis direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services

Les secteurs porteurs sont ceux où la France est bien positionnée et le taux de croissance élevé



On peut recenser environ 15 secteurs stratégiques pour la France

Industrie	Services
Logiciels & contenus numériques	Utilités
Transactions électr. & sécurité	Ingénierie-conseil
Electronique et équip. de réseaux	Logistique & distribution
Éco-industries & énergie	Services financiers
Matériels de transport	Services à la personne
Chimie et matériaux innovants	Tourisme
Ind. pharma. & techno. de santé	
Luxe & mode	
Agroalimentaire & nutrition	

Source: DGCIS, 2010

Les investissements d'avenir représentent ~12,5 Mds€ pour de grands programmes sectoriels

Numérique	Financement des réseaux à très haut débit	2000 M€
	Numérisation des contenus culturels	750 M€
	Cloud computing	1500 M€
	Développement des technologies de base du numérique	
	E-Santé	
	Sécurité et résilience des réseaux	
	Systèmes de transport intelligent	
	Ville numérique	
	E-éducation	
	Smart grid	250 M€
Santé et biotechnologie	*IHU*	*850 M€*
	Santé et biotechnologie	1550 M€
Matériels de transport	Démonstrateurs technologiques aéronautiques	900 M€
	Aéronefs du futur	600 M€
	Construction automobile	750 M€
	Construction ferroviaire	150 M€
	Construction navale	100 M€
	Espace	*500 M€*
Nouvelles technologies de l'énergie	Energie renouvelable et chimie verte	1350 M€
	Tri et valorisation de déchets, dépollution, éco-conception de produits	250 M€
	Réacteur de 4ème génération	*650 M€*
	Réacteur Jules Horowitz	*250 M€*
	Recherche en matière de traitement et de stockage des déchets	*100 M€*

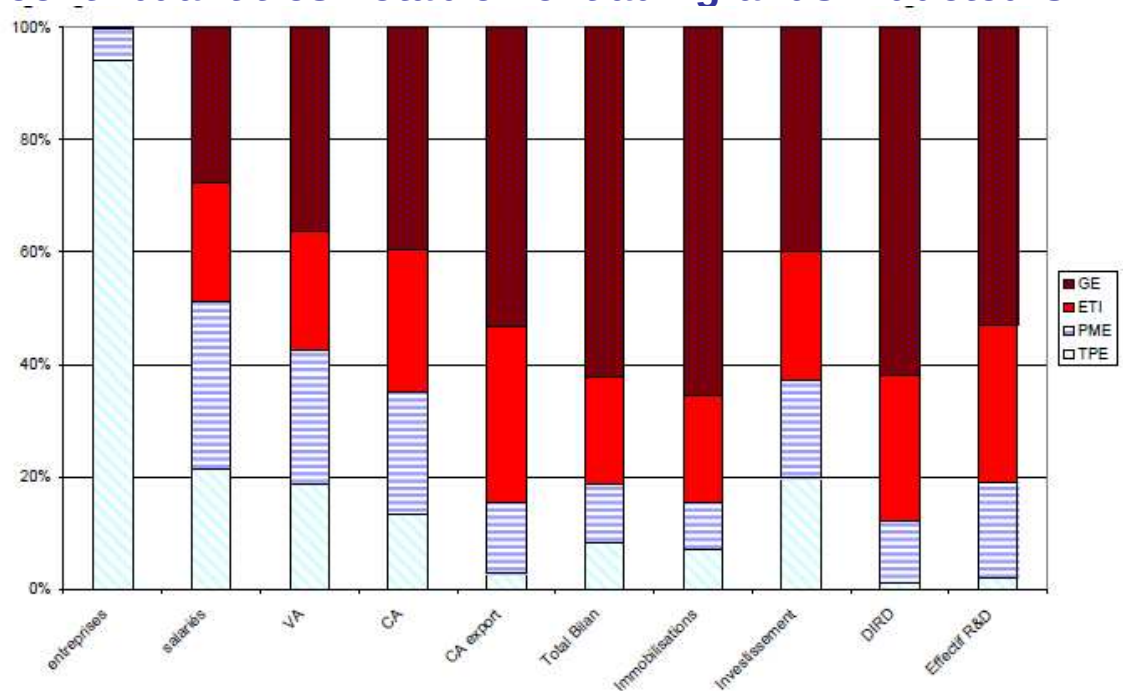
Programme de grands travaux / clusters européens à pousser dans la stratégie industrielle UE 2020.

Les entreprises de taille intermédiaire sont des acteurs majeurs pour l'innovation et l'export

• Depuis la LME, cette catégorie d'entreprises existe officiellement:

« La catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) est constituée des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises, et qui :
– d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
– d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros. »

•Des entreprises contribuant très notablement aux grands inducteurs économiques :



Favoriser la croissance de la population des entreprises de taille intermédiaire

• La mission pilotée par le sénateur Retailleau a mis en évidence les leviers d'actions suivants pour le développement des ETI (conclusions rendues en février 2010) :

- nécessité de stabiliser le cadre réglementaire, impactant notablement la croissance des entreprises (cadre fiscal, réglementaire, procédures administratives etc…)
- nécessité de renforcer les démarches partenariales entre entreprises (pôles, regroupement de ressources pour des PME, élaboration de stratégies de filières, amélioration des relations entre donneurs d'ordre et sous traitants, etc…). De nombreuses mesures en ce sens ont été prises suite aux Etats Généraux de l'Industrie
- importance de mettre en place un dispositif d'accompagnement dédié aux ETI, sur les territoires (par les DIRECCTE)
- renforcer les outils de financements des ETI (accès des ETI au outils existants d'OSEO ou FSI, orientation de l'épargne vers les ETI via FCPI, etc…)

Assurer l'approvisionnement en matières premières essentielles: le cas des terres rares

- Des terres rares d'une importance critique pour l'industrie
- Leurs réserves (60-70%) & production (90%+) sont concentrées dans les mains la Chine

« Le Moyen-Orient a le pétrole, nous avons les terres rares », Deng Xiaoping

- La Chine pourrait réduire en 2010 ses quotas d'export à 30kT (pour une production d' ~ 110kT)
- La France doit sécuriser des sources d'approvisionnement; point abordé au G20 et possiblement ultérieurement à l'OMC

Lanthane	supraconducteurs
Cérium	Tubes cathodiques
Praséodyme	Amplificateur optique
Néodyme	Condensateurs « céramique »
Prométhium	Composés luminescents
Samarium	Condensateurs « céramique »
Europium	Laser
Gadolinium	Tubes cathodiques
Terbium	Tubes cathodiques
Dysprosium	Mini-disques
Holmium	Laser/supraconducteurs
Erbium	Amplificateurs optiques
Thulium	Micro-ondes
Ytterbium	Acier inoxydable
Lutécium	Rayonnement β
Scandium	Alliage d'aluminium
Yttrium	Pile à combustible

Commerce mondial et croissance

Sur longue période, une corrélation forte entre les échanges mondiaux et la croissance, les premiers évoluant plus vite que la seconde.

	2007	2008	2009	2010
Echanges mondiaux	+6,5%	+2,2%	-12,2%	+13,5%
Dont pays industriels	2,6%	0,4%	-3,5%	2,1%
Emergents	8%	5,7%	2%	5,9%

L'avenir, entre Jonas et Prométhée
Pour jeter sur toutes choses un regard créateur